

« Élever à la dignité d'hommes tous les individus de l'espèce humaine. » Lazare Carnot

Ségolène Royal, notre vote de raison

PRÉSIDENTIELLE 2007

Jacques Cheminade

Soyons honnêtes. Notre premier mouvement nous porterait à ne pas aller voter ou à voter blanc au premier tour de cette élection présidentielle. En effet, face à une épreuve qui se réduit à un concours de propositions sans cohérence et se déroule comme si la France se trouvait hors du monde, alors que nous entrons dans une période tragique de l'histoire universelle, l'on ressent au plus profond de soi-même que prendre parti dans cette farce dérisoire reviendrait à s'avilir.

Cependant, le courage et la raison, en politique comme dans toute relation sociale avec d'autres êtres humains, exigent qu'on aille, en surmontant la tentation d'une pureté dogmatique, au-delà de son premier mouvement. Pour cela, il faut envisager le pire. Trois choses désastreuses – autant de versions d'un blairisme à la sauce française – se dessinent devant nos yeux. La première serait que Nicolas Sarkozy soit élu. La seconde que l'on ait à choisir au second tour entre le bonapartisme financier de Nicolas Sarkozy et l'écologisme monétariste de François Bayrou. La troisième, moins vraisemblable mais possible, serait que surgisse une coalition régressive rose-verte-centre.

Dans ces conditions, il apparaît que ce que nous devons repousser est une triple offensive contre l'exception politique, sociale et économique que la France peut encore offrir au monde, pourvu que quelques-uns relèvent le flambeau.

La seule solution est d'entrepren-

dre, sans nécessairement espérer quoi que ce soit des forces en présence, mais en s'efforçant de les inspirer pour qu'elle s'élèvent à la hauteur des circonstances.

Qu'on l'aime ou pas, ce potentiel de changement se trouve d'une part dans la jeunesse, d'autre part dans une grande partie de l'électorat de Ségolène Royal.

Notre action prioritaire sera donc d'arracher la jeunesse à une société qui la vole et la trompe non seulement en lui ôtant toute ressource d'avenir, mais surtout en promouvant, par une manipulation idéologique sans précédent et sans limites, la destruction du sensible et le démantèlement de la vie. Notre mouvement de jeunes est, en vue de cette mission, engagé dans une aventure visant à rétablir le sensible aux sources du savoir pour redonner sens au bien commun politique.

Notre priorité est donc que cette aventure essentielle soit possible, jusqu'à son accomplissement, c'est-à-dire qu'elle ne soit pas détruite par ceux qu'elle combat. Nous visons rien de moins que la création d'une future génération de dirigeants-inspireurs pour reprendre en mains le cours d'une histoire que les baby-boomers et les soixante-huitards ont abandonnée aux cours de bourse et à la bestialité des rapports sociaux.

C'est ici que se situe l'importance de l'électorat de Ségolène Royal – et le meilleur de celle-ci, c'est-à-dire son mauvais caractère – comme bouclier possible, alors que les autres seraient une arme dirigée contre nous.

Il est donc nécessaire qu'elle soit présente au second tour, et éventuellement élue contre Nicolas Sarkozy ou François Bayrou. Non pour le contenu de son « programme », pratiquement

aussi désastreux que les autres, mais pour le potentiel que constitue son électorat s'il est mis au défi d'un mouvement de jeunes inspirateur.

Sans illusions d'aucune sorte, surtout pas envers les écuries des éléphants socialistes, je voterai donc personnellement pour Ségolène Royal au premier et second tour de l'élection présidentielle, tout en comprenant que certains, moins attachés que moi à l'esprit de jeunesse, ne se rendent pas aux urnes ou votent blanc.

La classe politique française doit être renouvelée de fond en comble. Le monde doit revenir sur notre scène politique, car la France n'existerait plus si elle perdait sa vocation universelle. Celle-ci la porte à devenir un catalyseur, un instrument dans la symphonie d'un nouvel ordre économique international dans lequel les Etats-Unis, délivrés de la dictature de Bush, Cheney et du fascisme financier qui les promeuvent, la Chine, l'Inde et la Russie constitueront, en retrouvant leur indépendance réelle, les piliers sans lesquels l'édifice de l'avenir ne peut être bâti.

A ceux qui protesteront face à la candidate et à son « programme », je réponds : imaginez un instant le danger que représente le reste. Et surtout, ne désespérez pas de nos forces, même si nos moyens paraissent dérisoires. Le projet de ma campagne présidentielle est, avec les écrits récents de Lyndon LaRouche, un lieu de référence pour l'avenir, afin que nous participions à nouveau à l'histoire du monde là où elle se noue et que nous balayions chez nous nos écuries d'Augias.

Le combat que nous poursuivons dans le monde, avec notre mouvement de jeunes, est la raison d'être de



Le potentiel de changement se trouve chez les jeunes, la priorité du LYM est de les arracher à une société qui les vole et les trompe.

notre choix. Avec Ségolène Royal et au sein de son électorat, nous avons une rude tâche à mener, de terribles préjugés à combattre, des principes

à rétablir, une politique à refonder pour que notre mouvement de jeunes puisse continuer à oeuvrer. Ailleurs, notre destin serait scellé.

Cheney complotte de nouvelles guerres

En dépit d'une opposition grandissante du Congrès des Etats-Unis, le danger persiste que l'équipe Bush-Cheney se lance dans de nouvelles aventures militaires.

effectuaient une visite officielle avec le gouvernement régional kurde, resteront donc sous la garde des Américains en Irak jusqu'à réexamen de leur cas en juillet.

D'ici là, si le vice-Président arrive à s'imposer, les Etats-Unis seront déjà en guerre avec l'Irak – guerre à laquelle s'oppose fermement la communauté militaire et du renseignement américain et que commencent aussi à rejeter certaines voix influentes dans l'establishment britannique.

Selon un général américain quatre étoiles à la retraite, ayant servi au Moyen-Orient pendant des décennies, il n'y a qu'une façon d'expliquer le renforcement de la présence navale dans le Golfe : la Maison Blanche veut attaquer, mais sait qu'il ne sera pas possible de déployer les forces terrestres ou aériennes parce que tous les Etats du Golfe sont officiellement opposés à une attaque contre l'Irak et refusent d'autoriser l'utilisation des forces basées sur leur territoire. La présence du ministre iranien des Affaires étrangères au dernier sommet de la Ligue arabe à Riad a mis en évidence cette position.

Mais cela ne dissuade pas les forces derrière Cheney. Avec la présence de deux groupes de porte-avions américains sur place et l'arrivée d'un troisième, conduit par l'USS *Nimitz*, prévue pour début mai, il est fort probable qu'un incident tactique impliquant des bateaux américains et iraniens serve de prétexte pour lancer une frappe préventive.

↘ Page 14

ASIE DU SUD-OUEST

Jeffrey Steinberg
 Washington

S'il subsistait encore des doutes quant au pouvoir que le vice-Président Dick Cheney exerce sur un puissant parti de la guerre au sein de la Maison Blanche, déterminé à orchestrer un affrontement militaire avec l'Irak, la réunion du 10 avril entre les principaux conseillers du Président en matière de politique étrangère et de sécurité nationale a dû les dissiper. Dès le début de la réunion, la représentante du département d'Etat conseilla vivement de libérer les cinq gardiens de la Révolution iraniens capturés en janvier à Irbil. Selon un rapport paru dans le *Washington Post* du 14 avril 2007, Dick Cheney y opposa un refus formel et Condoleezza Rice s'inclina pour permettre un « consensus ».

Les cinq responsables iraniens, faits prisonniers dans la mission diplomatique iranienne alors qu'ils



L'ÉDITORIAL DE JACQUES CHEMINADE

Arrêtons l'Etat policier en France !

La France s'est d'ores et déjà donné les moyens d'être un Etat policier. Si Nicolas Sarkozy est élu Président de la République, ce qui paraît aujourd'hui vraisemblable, il disposera ainsi d'une arme de destruction massive. Qu'il en fasse ou non usage dépend de chacun d'entre nous. En l'empêchant, par notre vote, d'accéder au pouvoir et si par malheur il y accède, en défendant par tous les moyens légaux l'ordre républicain que la nature de sa politique d'austérité économique et sociale, autrement inapplicable, le poussera fatalement à enfreindre. C'est donc à une résistance organisée que nous appelons ici, en montrant la panoplie d'instruments potentiellement liberticides dont un futur gouvernement pourrait faire usage. Pour inciter chaque lecteur à les combattre et à imposer leur abolition. Il ne s'agit pas d'une rupture avec telle ou telle mesure ou disposition particulière, mais d'un renversement absolu de tendance pour sauver notre indépendance nationale et nos libertés.

Suite P. 3

DANS CE NUMÉRO

SANTÉ	PAROLE D'HYPOCRITES CONTRE SERMENT D'HIPPOCRATE	2
ENVIRONNEMENT	NOTRE MOBILISATION	4 & 5
RUSSIE-CHINE	LA COOPÉRATION BILATÉRALE SE PROJETTE DANS L'ESPACE	6
DOSSIER ANTIFA	LES FONDS VAUTOURS ET LEURS FANTASSINS AU SERVICE DE L'OLIGARCHIE	12
AMÉRIQUE DU SUD	« DEUX SYSTÈMES S'AFFRONTENT »	15

Dossier médical partagé : Parole d'hypocrites contre serment d'Hippocrate

SANTÉ/ÉPIDÉMIOLOGIE

Agnès Farkas
Paris

Le 5 mars 2007, la loi Dalo sur le droit au logement opposable est adoptée en toute urgence. L'article 35 de cette loi permettra à un bailleur d'avoir accès au dossier médical personnel des candidats à la location d'appartements en cas de « demande de logement adapté et spécifique » (handicapés, etc.). Cette loi s'insère dans le projet de décret DMP (Dossier médical personnel, qui deviendra partagé), que Xavier Bertrand regrette de n'avoir pas pu faire passer avant la fin de son mandat. Car depuis le 26 mars, il a quitté son poste de ministre de la Santé pour se consacrer entièrement à sa fonction de porte-parole « général » de la campagne du candidat à la présidentielle Nicolas Sarkozy.

La loi Dalo est une réponse à la mobilisation de décembre 2006 autour du problème des sans abris installés dans des tentes, sur les quais du canal Saint-Martin à Paris. Si l'action a mis sur le devant de la scène la réalité de la montée de la précarité en France, en réalité elle a créé plus de problèmes qu'elle n'en a résolu. Lancée par les frères Augustin et Jean-Baptiste Legrand, l'initiative a attiré près de trois cents tentes qui se sont incrustées depuis de part et d'autre du canal. Comme quoi, il ne suffit pas de vouloir jouer les Don Quichotte pour résoudre un des multiples problèmes sociaux dus à la situation de la crise économique mondiale actuelle.

DÉONTOLOGIE ET PRESSIONS FINANCIÈRES

Pour le lecteur non averti, il faut préciser qu'un code de déontologie interdit aux médecins de divulguer les données médicales des dossiers de leurs patients sans leur accord explicite. De plus, ces données personnelles ne sont transmises qu'entre membres du corps médical. Les médecins se font un honneur et un principe de se conformer à ce code et de se soumettre au serment d'Hippocrate depuis des millénaires. Mais tout peut changer rapidement et le dossier médical personnel risque de devenir un dossier médical partagé avec des entités privées qui pourraient y trouver non seulement un moyen de contrôle politique et financier mais aussi un avantage lucratif.

Ici, il devient nécessaire de donner un bref aperçu de la mise en place du DMP. Depuis plusieurs décennies, le moyen de centraliser les données médicales d'un patient est mis à l'étude par les gouvernements successifs. Le prétexte serait de faciliter l'accès aux soins et d'éviter les fraudes qui engendrent le fameux creusement du trou de la Sécurité sociale. En fait, c'est surtout la décision de « faire des économies » en matière de santé au détriment du plus grand nombre qui prédomine, et surtout d'accroître un contrôle social et financier.

Le carnet de santé fut un précédent qui s'avéra un flop magistral. Sa mise en place a été largement compromise par l'immensité de la tâche bureaucratique qu'elle demandait. Au début des années 90, le regroupement par voie informatique fut enfin adopté. Tout d'abord, la carte Vitale 1 a été créée pour faciliter l'informatisation et la mise en réseaux des fichiers entre le secteur hospitalier, les cabinets médicaux du système libéral, les pharmacies et les caisses de remboursement. Un projet qui n'est toujours pas totalement mis en place car le secteur médical manque autant de temps que de personnel, mais surtout l'État peine à trouver les moyens financiers nécessaires.

En mars 2002, la loi Bernard Kouchner a déterminé les éléments qui devraient être introduits dans le DMP, en principe avec l'accord du patient. Mais la création du fichier informatique DMP s'insère dans un projet d'ensemble des gouvernements européens. Ainsi, le 15 juillet 2004, le gouvernement, soutenu par la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés), a voulu faire adopter un projet de refonte des lois relatives à l'informatique, notamment sur les fichiers touchant à la sécurité publique, à la défense ou à la sûreté de l'État selon la directive européenne de 1995. Le projet est de libéraliser la création des fichiers sur l'ensemble de la population et d'exonérer l'État de toute sanction au cas où le fichier serait utilisé dans un tout autre but que celui pour lequel il a été créé (voir *Nouvelle Solidarité* du 27/10/06). La loi du 13 août 2004 stipule qu'à compter du 1^{er} janvier 2007, « l'adhésion aux conventions nationales [...] est subordonnée à la consultation ou à la mise à jour du dossier médical personnel de la personne prise en charge par le médecin (sur le site de la Fédération des utilisateurs de logiciels médicaux et communicant : *Fulmedico*) ». En clair, chaque patient doit montrer patte blanche en ayant mis son dossier sous fichier électronique pour pouvoir bénéficier des rem-

boursements des caisses d'assurance sociale.

Début décembre 2006, en charge de la mise en place du DMP, le président du conseil d'orientation GIP-DMP (Groupement d'intérêt public-DMP), Dominique Coudreau, déclare que « les patients qui n'ouvriraient pas de DMP subiront un abattement dans le remboursement de leurs prestations » (sic). Dominique Coudreau assume aussi la fonction de conseiller-maître à la Cour des comptes. Des comptes qu'il a l'intention de serrer au plus près !

Le 8 décembre 2006, avant même que cette loi soit adoptée, une expérimentation locale du DMP est mise en place à Lyon et à Annecy, en vue de prouver sa fonctionnalité. 5000 dossiers sont ouverts à des coûts financiers qui mettent à nouveau à contribution les Caisses d'assurance maladie déjà à bout de souffle, comme tout un chacun peut le constater quotidiennement. Les médecins déjà débordés se voient obligés d'ajouter 10 minutes de plus à leur consultation pour remplir ce dossier. Coût de l'expérimentation : 7 millions d'euros. Et cela ne fait que commencer.

Depuis, dans le but d'étendre l'opération, 38 000 DMP ont été ouverts. Début janvier 2007, cependant, l'opération stagne et 85 % des DMP restent vides. Le GIP-DMP qui avait budgétisé l'opération à 75 millions d'euros en 2006, lance un appel de fonds pour une opération de renflouage SOS DMP (*Agence de presse médicale*). A ce jour, le GIP-DMP déclare que le projet pourrait aboutir peut-être fin 2007, ou 2008, ou... Le contribuable appréciera.

FICHAGE ÉLECTRONIQUE ET CONTRÔLE SOCIAL

Hormis le coût de la mise en place du DMP, il faut souligner à nouveau le but réel d'une telle opération : le contrôle social et financier. Les pouvoirs publics ont mis en demeure la CNIL d'autoriser l'usage du Nir (Numéro Inter Régime, le numéro de sécurité sociale de chaque citoyen) comme clé d'accès au DMP. Ce qui pourrait avoir :

1) des conséquences lourdes sur les personnes atteintes de maladies de longue durée. Comme le rappelle le collectif *Pas touche à mon numéro de Sécu* : « Associer le Nir à des informations sur les maladies psychiatriques, l'infection par le VIH, le cancer, des antécédents d'IVG, c'est toucher à l'intimité des personnes, à qui ces données sensibles doivent appartenir ». Paru dans une tribune de *Libération* du 29 décembre 2006, intitulée de *De big docteur à Big Brother*, l'appel de ce collectif créé par Christian Saout (président d'Aides), Pierre Suesser (collectif Délic) et Alain Weber (Ligue des droits de l'homme) était déjà soutenu par 10 000 signataires.

2) pour but de faciliter l'accessibilité au dossier médical par toute personne ou organisme étrangers au milieu de la santé. Il faut rappeler que depuis son entrée à la présidence de la CNIL en 2004, Alex Türk propose aussi la *légalisation de fichiers des « suspects »* créés par des sociétés privées. Pour son initiative, Alex Türk a reçu une nomination aux *Big Brother Awards* à Londres. Le GIP-DMP est encore dans une recherche ardue d'une clé électronique efficace.

Les pressions politiques s'exercent depuis plusieurs années sur le milieu

médical pour transformer le DMP en instrument de *flicage biométrique et médical*, afin qu'il s'insère au mieux dans le système de contrôle proposé par l'ancien ministre de la Justice Dominique Perben et l'ancien ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy au sein de la *Loi Perben 2*. Cette loi a été instaurée le 3 octobre 2005 sur les conseils de leur ami commun John Ashcroft, nommé par George W Bush ministre de la Justice des États-Unis. Pendant son mandat, Ashcroft a créé les *zones carcérales de non droit* de type Guantanamo ou Abu Graïb. Le but est le regroupement de tous les fichiers – sécurité sociale, DMP, carte bancaire – sur le futur passeport biométrique.

Dans un article daté du 20 décembre 2006, *Le Nouvel Observateur* démontre comment l'Unedic lutte contre les fraudeurs aux Assedic depuis 2005 : « Le demandeur doit

en outre présenter sa carte d'assuré social, et par conséquent son numéro d'identification (Nir), dont la mission recommande qu'il serve de base à un répertoire commun aux organismes sociaux ». Pour assurer un contrôle encore plus serré, bientôt la *carte Vitale 2* sera munie d'une photo. C'est connu, les pauvres ont une « prédestination » affichée à voler et à tricher, bien plus accentuée que chez les contribuables « potentiellement » soumis à l'ISF ou les méga-spéculateurs. Dans ce monde contrôlé, il semble de bon ton d'accroître la surveillance sur les couches basses de la société.

Pour ajouter au pire, si c'est encore possible, il n'existe pas pour le moment de solution efficace pour sécuriser tous ces fichiers, pas plus qu'aucun autre fichier électronique, d'ailleurs. Pas besoin de clés, la porte est ouverte. Dans ce contexte, la loi Dalo ne fait qu'entériner une décision prise dès la création du DMP : un droit de regard sur la vie privée de chacun tant par les institutions publiques et gouvernementales (nationales et étrangères) que par les organismes privés et les particuliers. La liste n'est pas exhaustive et nous pouvons la démarrer ici : propriétaires de logements, prêteurs financiers, employeurs, services de police, agences de voyages, pays destinataires... ●

Le Facteur 4 : menace de dépopulation en France

Le groupe d'étude Facteur 4, créé en 2005 sous l'impulsion du Président Chirac, a pour mission de prescrire une véritable cure d'amaigrissement à la France. En effet, son objectif est d'organiser la division par quatre des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici à 2050. Avec ce type de mesure, la France fait du zèle et veut aller au-delà du protocole de Kyoto déjà en application. La loi d'orientation sur les politiques énergétiques votée en 2005 préconise le facteur 4 comme politique à suivre à partir de 2012.

Cette politique a une provenance double et douteuse. D'abord, elle est étudiée aussi en Grande-Bretagne par Nicholas Stern, conseiller du ministre de l'Économie Gordon Brown, ancien économiste de la Banque mondiale et, avec Al Gore, grand promoteur d'un marché international du carbone. Les responsables du dossier en France n'ont pas oublié de remercier M. Stern quant à son inspirante contribution pour leurs propres travaux. Mais le concept de Facteur 4 vient d'une étude publiée en 1997 par le Club de Rome, association célèbre pour son rapport « Halte à la croissance » de 1972, et le racisme anti-humain de son président pour qui l'homme est « une erreur de fabrication » et sa capacité de peuplement une « prolifération cancéreuse ».

SOUSSION AU RÉGIME DES EXPERTS...

Il y a donc une volonté politique plutôt que scientifique derrière ce projet auquel notre pays se soumet. Le protocole de Kyoto visant à réduire les émissions de GES à 5 % de leur niveau de 1990, a été signé en mars 1998, mais selon les déclarations du Monsieur GIEC en France, Jean Jouzel, à l'époque, les experts du groupe ne pouvaient dire qu'un « peut-être » quant au lien supposé entre réchauffement et activité humaine. D'ailleurs le rapport du GIEC de 2007 parle de « 90 % de probabilité » et un directeur de recherche du CNRS nous a affirmé que dans ce domaine, on ne peut que faire des prévisions statistiques mais jamais parler de preuves. Mais s'il n'y a pas de preuves, alors les politiques mises en place peuvent tout à fait être frauduleuses et néfastes puisqu'on ne peut prouver leur bien fondé.

...FINANCIERS

Mais ces politiques d'étouffement économique ont pourtant une justification : la destruction des peuples et des nations. La population est inondée de propagande pour que chacun agisse « à son échelle » : « Lavez vos vêtements à l'eau froide », « éteignez votre télé », « changez vos ampoules », on vous propose même de devenir neutre en carbone ! A quand le mesureur/régulateur de pets ? Les ONG et autres fondations menant cette propagande sont sponsorisées par les grands pour faire penser petit. Le photographe Yann Arthus-Bertrand, qui invite Al Gore à l'Assemblée nationale et fait du lobbying permanent auprès des élus, est sponsorisé par les mêmes qui jouent avec la dette française (comme la BNP-Paribas et son président) ou ceux qui vivent de l'industrie des hedge funds (comme la banque privée suisse Lombard Odier Darier Hentsch). L'opération de Greenpeace sur les campus est, elle, financée par la fondation Ensemble, où siège Gérard Worms de la banque Rothschild et de l'institut Rexecode, celui-là même qui a noté les programmes économiques des candidats en fonction des finances publiques et de la dette. Si ces intérêts financiers sont tout à fait intéressés par l'émergence des permis d'émissions négociables, permise par la psychose du CO₂, cette nouvelle bulle financière qui s'alimente aux dépens du capital industriel, technologique et humain a pour conséquence, comme l'écologie radical, de détruire l'œuvre humaine et de soumettre les peuples.

Bertrand Buisson

Nouvelle
Solidarité

Bimensuel de la France républicaine
www.solidariteetprogres.org
postmaster@solidariteetprogres.org

PARIS

Solidarité & Progrès
12, rue Fernand Pelloutier 92110 Clichy
Tél. : 01 76 69 14 50
Fax : 01 47 39 05 80

RHÔNE-ALPES

Solidarité & Progrès
B.P. 1049 - 69201 Lyon Cedex 01
Tél. : 06 20 88 97 32
solidariteprogres.ra@free.fr

BRETAGNE

M.B.E. 163 39 bd de la Liberté -
35000 Rennes
Tél. : 06 26 84 23 91 / 06 18 36 48 95
solidariteetprogres35@hotmail.com

CANADA

Comité pour la République du Canada
Caucus Distributeurs Inc.
B.P. : 3011 Succ. Youville, Montréal,
Q.C. H2P-2Y8 CANADA
Tél. : 514 855 1699/1739
Fax : 514 855 0890
ecrivez@comiterepubliquecanada.ca
http://comiterepubliquecanada.ca

Dir. de publication : Karel Vereycken
Rédactrice en chef : Christine Bierre
Publié par Solidarité et Progrès
12, rue Fernand Pelloutier 92110 Clichy
Dépôt légal à parution
Commission paritaire N° 0308 P 11222
ISSN 0339-5936

Diffusion électronique

... Arrêtons l'Etat policier en France !

Suite de la page 1 ↘

LA LOI PERBEN II

Dans un contexte polémique, lors des élections cantonales de mars 2004 à Lyon, plusieurs candidats de notre parti, Solidarité et Progrès, avaient mis en cause un dispositif de la loi Perben II peu connu et aux implications scandaleuses : celui qui autorise les services de puissances étrangères à opérer en France, sous couvert « d'équipes communes d'enquête ». Le chapitre II du titre I de la loi, « dispositions concernant la lutte contre la délinquance et la liberté internationales », autorise la création par l'autorité judiciaire compétente « d'équipes communes d'enquête » entre la France et les autres Etats membres de l'Union européenne, constituées avec l'accord préalable du ministre de la Justice. En fait, « les agents étrangers détachés par un autre Etat membre » peuvent avoir pour mission, sur toute l'étendue du territoire national, de « constater tous crimes, délits ou contraventions et d'en donner procès verbal, au besoin dans les formes prévues par le droit de leur Etat ». En outre, ils peuvent recevoir par procès verbal « des renseignements sur les faits en cause, au besoin dans les formes prévues par le droit de leur Etat » et « de procéder à des surveillances et s'ils sont spécialement habilités à cette fin, à des infiltrations (...) »

Cela ne concerne, dira-t-on, que les Etats de l'Union européenne. Eh bien non, car le chapitre III de la loi, concernant des « dispositions propres à l'entraide entre la France et certains Etats » prévoit que les dispositions précédentes (du chapitre II) « sont applicables aux demandes d'entraide entre la France et les autres Etats partie à toute convention comportant des stipulations similaires à celles de la convention du 29 mai 2000 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne ». En clair, cela concerne les Etats-Unis !

Ainsi, les services américains (CIA et FBI) et britanniques (MI5 et MI6) peuvent opérer sur le territoire français, suivant le droit anglais ou américain, avec le simple accord préalable du ministre de la Justice !

Ce texte a été négocié par Dominique Perben et John Ashcroft, alors ministre de la Justice américain et auteur de la loi Patriot II. Lié à des intérêts racistes du Sud américain (Southern Partisan) et accusé d'être le « Torquemada de la loi américaine » (une allusion aux méthodes de l'Inquisition espagnole) par le « père » du journalisme américain, Walter Cronkite, John Ashcroft représentait (il n'est plus aujourd'hui ministre) le pire de l'administration Bush, ce qui n'est pas peu dire. Or le 11 mai 2004, à une conférence organisée au Four Seasons Hotel, à Washington, Dominique Perben a indiqué qu'un « aspect intéressant » de sa loi était « la possibilité offerte (...) à des services étrangers de continuer des infiltrations sur le territoire français ». En outre, au journaliste lui demandant si la France avait quelque chose de semblable au Patriot Act, Dominique Perben a répondu : « Je crois pouvoir dire qu'à ce point, grâce tout particulièrement la loi du 9 mars, nous disposons de l'arsenal judiciaire permettant de combattre le terrorisme même avant qu'une attaque se produise. »

Le tract des candidats de Solidarité et Progrès, intitulé « Non à Perben, arrêtons le hold-up du FBI », dénonçait cet aspect des choses et la collaboration entre Perben et Ashcroft en montrant côte à côte les photos d'une poignée de mains entre les deux hommes et de celle entre

Philippe Pétain et Adolf Hitler à Montoire. Mauvais goût, excès, « dif-famation envers le Garde des Sceaux, ministre de la Justice ès qualité de membre du gouvernement », le Tribunal de grande instance de Lyon, par jugement correctionnel du 5 octobre 2004, confirmé par celui de la Cour d'appel de Lyon du 9 février 2005, me condamna personnellement à 15 000 euros d'amende (deux fois mes revenus annuels d'alors) et M. Eric Sauzé, responsable de notre antenne lyonnaise, à 10 000 euros. Ainsi, en tant que président de Solidarité et Progrès, j'ai été personnellement reconnu coupable d'un tract produit dans des circonstances électorales et que je n'avais pas signé, alors que, par exemple, le numéro du 10 novembre 2004 de *Charlie Hebdo* publiait une caricature de Jacques Chirac serrant la main à George Bush avec la légende « nouvelle poignée de main de Montoire », illustrant un article intitulé « Bush est élu : collaborateurs », sans qu'aucune poursuite n'ait été engagée.

Je suis donc, ayant été personnellement choisi pour en pâtir, bien placé pour mesurer les conséquences scandaleuses que prévoient les textes dont dispose le gouvernement et ce qu'il en coûte de s'y opposer.

En outre, rappelons ici que quelques « avions de la CIA » ont bel et bien survolé le territoire français (et certains s'y seraient même posés) alors qu'ils transportaient des « suspects de terrorisme » aux mains du gouvernement américain, délocalisés vers des Etats complaisants pratiquant l'extraction d'aveux par des moyens expéditifs. MM. Sarkozy et Perben étant à l'époque respectivement ministres de l'Intérieur et de la Justice, la question de leur responsabilité se pose dans une décision qui est cohérente avec l'esprit de la loi Perben II.

Nous ne nous étendrons pas ici sur d'autres dispositifs de la loi, qui permettent de punir sévèrement de petits délinquants et d'admonester sans trop de conséquences M. Jean-Luc Delarue, ni sur certaines initiatives de M. Perben comme celle consistant à autoriser la saisie et la vente de biens de prévenus avant qu'ils aient été jugés, une sanction infligée avant toute condamnation et avant même toute instruction. L'usage que l'on pourrait faire de ce texte est terriblement inquiétant : par exemple, dès le début de l'enquête sur les lycées de l'Ile-de-France, la police aurait pu saisir les comptes des partis politiques impliqués, alors que la justice les a par la suite blanchis...

LE PASSEPORT ÉLECTRONIQUE ET LES FICHIERS DE SUSPECTS

Le passeport « électronique », imposé à la France par l'administration Cheney-Bush, où sont rassemblées les données biométriques (empreinte digitale, signature de l'iris et/ou numérisation de la face), permet pratiquement de contrôler chaque individu en tout lieu de la planète. De plus, les données inscrites sur la puce du passeport peuvent être facilement copiées à moins de dix mètres, ce qui ouvre toute grande la porte à la création d'identités fictives, permettant au besoin de lancer des poursuites contre des personnes totalement étrangères à des actes éventuellement commis.

Le fichage ADN, réservé à l'origine aux seuls délinquants et grands criminels, a été étendu par la loi Perben 2, qui autorise le prélèvement autoritaire sur tous les détenus, puis encore davantage par Nicolas Sarkozy, puisque ce prélèvement peut désormais être fait sur des personnes mises en garde à vue pour vingt-quatre heures ou même moins :

ainsi, des manifestants contre le CPE arrêtés pendant quelques heures ont été contraints à le subir.

On va ainsi vers un élargissement du contrôle à toute la population, avec un croisement des données et des moyens. Déjà Alex Türk, président de la Commission informatique et libertés (CNIL) propose la « légalisation des fichiers de suspects » créés par les sociétés privées. Il demande également l'interconnexion des fichiers de suspects STIC (de police) et JUDEX (gendarmerie), malgré leur illégalité selon les directives de 1978 de la CNIL elle-même. Aujourd'hui, déjà, les informations de JUDEX et du STIC, auxquelles peuvent avoir accès environ 90 000 policiers et gendarmes, sont transmises par des fonctionnaires à des collègues qui se sont recyclés dans le privé et spécialisés dans la collecte de données, qu'ils communiquent aux entreprises. C'est le début de « Big Brother » : pour une simple plainte (même une main courante), vous êtes inscrit sur le fichier, il est communiqué (sans précision sur la nature des faits) et vous pouvez avoir des ennuis. L'arme est chargée, il suffit d'appuyer sur la gâchette.

Un proche de Perben en prison

Jean-Yves Aubert, administrateur judiciaire à Chalon-sur-Saône, a été condamné lundi, pour malversations, à deux ans de prison ferme, assortis d'un mandat de dépôt à l'audience. Rarissime dans les affaires financières, cette décision est aussi un camouflet pour Dominique Perben, député de Chalon, qui avait remis la Légion d'honneur à Jean-Yves Aubert, qui avait été le trésorier de ses campagnes électorales.

Libération
du 18 avril 2007

DMP ET DLO

La « collecte de données » par le nouveau Léviathan s'étend maintenant aux informations sur la santé des personnes, malgré le code de déontologie qui interdit aux médecins la divulgation de données médicales des dossiers de leurs patients sans leur accord explicite.

Ainsi, le dossier médical personnel (DMP), concrétisant les données médicales d'un patient, est expérimenté localement à Lyon et Annecy depuis le 8 décembre 2006. Xavier Bertrand, porte-parole de Nicolas Sarkozy, avait préparé un projet de décret qu'il n'a pu faire passer avant son départ du gouvernement. Avec une présidence Sarkozy, ce ne serait que partie remise. Il permettrait l'accès au dossier médical à toute personne ou organisme étrangers aux milieux de santé, d'autant plus qu'il n'existe pas pour le moment de solution efficace pour sécuriser ce type de fichier.

De plus, la loi Dalo sur le droit

au logement opposable, adoptée en toute urgence le 5 mars 2007, permet au bailleur d'avoir accès au dossier médical personnel des candidats à la location d'appartements en cas de « demande de logement adapté et spécifique ». Il s'agit d'un premier coup porté à la déontologie médicale pour des raisons financières et politiques.

MACHINES À VOTER

L'introduction de machines à voter s'inscrit dans une même logique de « rationalisation » permettant une manipulation plus ou moins douce. Aux présidentielles, déjà un million et demi d'électeurs auront recours à ce mode de vote, sujet à toutes les dérives. Opaque et invérifiable, il est un danger pour notre démocratie. En effet :

- à aucun moment l'électeur ne peut vérifier que son vote a bien été pris en compte ;
- le citoyen ne peut participer au dépouillement ;
- les erreurs de l'ordinateur sont toujours possibles, et on ne peut vérifier s'il a bien fonctionné ;
- aucun recours n'est possible s'il n'y a pas de trace écrite.

D'ores et déjà, les électeurs d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) ont déposé un recours contre ces machines devant le tribunal administratif de Versailles. Le représentant en France de la société américaine ES&S (Election System and Software), fabricant de la machine iVotronic choisie à Issy n'a pu être joint... et pour cause, car cette même entreprise, dirigée par un néo-conservateur notoire, a obtenu des résultats curieux, à l'opposé de tous les sondages et de tous les votes précédents, notamment dans l'Etat américain de Géorgie. La preuve que les machines peuvent être manipulées à distance a été fait aux Pays-Bas.

SONDAGES

Les abus de sondages, effectués sur des échantillons insuffisants, dans des conditions scientifiquement contestables, avec des pondérations opaques et en absence de tout contrôle véritable, constituent l'un des éléments de manipulation des électeurs tenus dans la passivité par des médias dépendant de l'oligarchie financière. La plupart des sondages sont non seulement organisés par des instituts de sondage (Sofres, avec le puissant fonds d'investissement américain Fidelity, Ipsos, avec Pinault et Fidelity, BVA, avec Resalliance et Erip, d'Edmond de Rothschild, Ifop, avec la présidente du Medef, Laurence Parisot) aux mains de puissants intérêts financiers, mais ils sont insérés dans des questionnaires à caractère commercial pour les « rentabiliser ». Bref, ces sondages, comme l'aurait dit Charles Pasqua, n'engagent que ceux qui se laissent bernier par leur lecture.

CONTRÔLE SOCIAL

Nicolas Sarkoy a révélé une conception de la politique et de l'existence humaine qui fait froid

dans le dos lorsqu'on comprend qu'elle s'appuierait sur les instruments de contrôle que nous venons de mentionner.

Dans son entretien accordé au numéro d'avril de *Philosophie Magazine*, il déclare en effet successivement : « J'inclinerais à penser que l'on naît pédophile (...) Il y a 1200 ou 1300 jeunes qui se suicident en France chaque année (...) parce que, génétiquement, ils avaient une fragilité, une douleur préalable (...) La part de l'inné est immense ».

Ces affirmations sont typiques des thèses néo-conservatrices américaines, avec des relents d'eugénisme européen, qui reviennent à réduire l'humain au biologique.

Il est logique que dans cette vision, une élite, responsable de par sa position, contrôle le reste de la société comme un vaste parc zoologique dans lequel il faut faire régner l'ordre. Nicolas Sarkozy a d'ailleurs bel et bien préconisé, il y a un an, un dépistage « dès la maternelle » (3 ans) des troubles de comportement chez l'enfant pour prendre soin des futurs délinquants. C'est la société d'Orwell et du Meilleur des mondes, dans laquelle chaque être humain se voit coller une étiquette dans un destin figé d'avance, avec les forces de l'ordre nécessaires pour que chacun reste à sa place.

C'est contre ce cauchemar que nous devons résister.

UNE NOUVELLE RÉSISTANCE

Notre projet minimum de combat est le suivant :

- expurger la loi Perben II de toutes ses dispositions liberticides et contraires à notre souveraineté nationale ;
- supprimer le passeport électronique, limiter les fichiers ADN aux grands délinquants et aux délinquants sexuels ;
- interdire la diffusion des fichiers STIC et JUDEX sous peine de sanctions sévères ;
- interdire toute diffusion des données médicales personnelles à des individus ou à des régimes autres que médicaux ;
- introduire un moratoire sur le recours aux machines à voter tant qu'au minimum, les ordinateurs ne garderont pas une trace physique des votes et que les logiciels ne pourront pas être examinés par les autorités publiques (principe de la priorité du public sur le privé) ;
- interdiction de tout sondage dans les quatre semaines précédant toute élection et contrôle des sondeurs par un organisme d'Etat indépendant, comme l'INSEE, avec obligation d'afficher la liste des financeurs ;
- financer les travaux d'historiens, ainsi que leur diffusion auprès du grand public, sur les origines historiques de l'eugénisme et la réduction de l'humain (le pensant) au biologique.

Cependant, par delà ce programme de combat, c'est une conception générale de l'homme -- la liberté de créer, de comprendre et d'améliorer les lois de univers pour le bien commun de son espèce -- qui doit être politiquement défendue contre tout outrage. Ce combat, aujourd'hui, passe par la lutte contre Nicolas Sarkozy et aussi François Bayrou, qui vient de recevoir le soutien de Michel Camdessus, l'ancien directeur général du FMI. Quand les atteintes aux libertés deviennent insupportables, il faut, disait le grand poète allemand Friedrich Schiller, faire descendre sur terre « ses droits éternels qui sont suspendus là-haut, inaliénables et indestructibles comme les étoiles elles-mêmes ».

JC

CONFÉRENCE INTERNET AVEC
LYNDON LAROUCHE

Mardi 1er mai à 19h00 (heure de Paris)

www.larouchepac.com

Emissions toxiques au CEA

Jouzel et Jancovici interpellés

Fin mars, le CEA (Commissariat à l'énergie atomique) organisait paisiblement un cycle de deux jours de conférences sur le réchauffement climatique dû à l'être humain, avec quelques scientifiques ayant participé aux rapports du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). 200 à 250 personnes étaient présentes, parmi lesquelles de nombreux scientifiques. Heureusement, les membres du LYM (LaRouche Youth Movement) sont intervenus pour mettre un peu d'ambiance dans cette atmosphère dépourvue de polémique.

Notre première victime fut Jean Jouzel, climatologue, superstar du GIEC et directeur de recherche au CEA. Devant lui tout le monde s'incline. Comble de malchance, il était tombé deux jours auparavant sur le LYM allemand à Berlin, au cours d'une conférence à l'ambassade de France. Il a donc dû être quelque peu surpris de voir à nouveau un jeune lui demander : « Pourquoi les scientifiques du GIEC n'ont-ils pas pris en compte les 90 000 mesures de CO₂ atmosphérique effectuées au cours des XIX^e et XX^e siècles par de nombreux scientifiques du monde entier et compilées récemment par Ernst-Georg Beck, montrant des niveaux de CO₂ à l'époque supérieurs à ceux d'aujourd'hui ? ». Après quelques froncements de sourcils, la réponse de Jouzel s'est conclue sur le fait que le papier de Beck « n'était pas très sérieux » et que, de toutes façons, c'était le lendemain que les questions particulières sur le CO₂ seraient traitées !

A la question : « Est-ce que, comme Al Gore, dont vous appréciez le travail, vous pensez qu'il faudrait réduire la population

mondiale, et comme son mentor Maurice Strong, vous préconisez un effondrement de la société industrielle ? », l'audience fit entendre un murmure. En tout cas, notre éminent scientifique répondit bien évidemment à côté de la question et conclut que dans un futur proche, il faudrait penser à « stabiliser la population mondiale ».

A notre question sur le nucléaire, M. Jouzel répondit que le nucléaire devrait servir seulement à satisfaire 15 % de la production d'électricité mondiale, et cela, devant des dizaines de scientifiques du Commissariat à l'énergie atomique !

Pour en finir avec ce débat sophiste, un membre de notre équipe se leva, revêtit son « récupérateur de pets », machine fabriquée artisanalement pour récupérer, grâce à un tuyau, les gaz à effet de serre émis depuis notre arrière-train et les orienter vers un masque appliqué sur notre bouche. « Ainsi tout le monde peut contribuer à la lutte contre le réchauffement », dit-il à Jean Jouzel en lui offrant publiquement cette ingénieuse invention !

Le lendemain, à notre retour dans la salle de conférence, les modérateurs affolés suivaient d'un regard anxieux les membres du LYM ayant participé au débat de la veille.

Etaient présents cette fois Philippe Ciais, chercheur au Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement, directeur-adjoint au CEA (a participé aux travaux du GIEC) et Jean-Marc Jancovici, « ingénieur conseil spécialisé dans l'énergie et le climat », proche de nombreux experts du GIEC, ayant participé à la rédaction du Pacte écologique de Nicolas Hulot.

La présentation donnée par ces deux « experts » était empreinte du pessimisme culturel propre à leur génération. Philippe Ciais finit sa présentation sur le constat qu'il y a bel et bien un changement climatique terrible qui nous attend, et que cela est bien évidemment dû à l'être humain. « Mais ne vous en faites pas, il y a quand même des solutions : M. Jancovici va se charger de vous les présenter. » Et là, le spectateur était pris dans un déluge de graphiques, de courbes statistiques linéaires de toutes les couleurs, qui montraient bien que « même si nous prenons les mesures nécessaires, des temps difficiles nous attendent ; si nous ne faisons rien ce sera pire ». On pouvait même apercevoir à un moment une courbe de la population mondiale qui se réduisait à partir de 2050. Le solaire, l'éolien, la biomasse nous permettront-ils de nous en sortir ? Pas sûr. Le nucléaire ? Bien trop cher, alors que des troubles politiques, des guerres, des chocs pétroliers nous attendent... Ouf, on est content quand ça s'arrête, comme pour le film d'Al Gore.

Au moment tant attendu par les membres du LYM, les questions-réponses, les modérateurs évitèrent de passer le micro à des jeunes. Un membre du LYM se leva donc et prit l'initiative de reposer sa question sur Ernst-Georg Beck et ses 90 000 mesures, en présentant l'article du journal *Nouvelle Solidarité* qui en parle (NS du 9 mars 2007, page 4). Vu la polémique que cela soulevait et la difficulté pour les présentateurs à répondre calmement à cette question (en gros, c'était le bazar), le modérateur demanda très spontanément : « Alors, voyons si quelqu'un dans cette salle a déjà effectué des mesures de CO₂ atmosphérique ? ». Philippe Ciais, tout aussi spontané : « Oui, moi. D'ailleurs, j'ai amené quelques documents ». Et de nous sortir à grands renforts de schémas, une explication qui aurait été très bonne s'il ne s'était permis d'ajouter, à la fin : « Et d'ailleurs, les mesures réunies par Beck ont été faites de nuit, et la nuit, les taux de CO₂ sont plus élevés quand les mesures sont effectuées près de la végétation, donc ce n'est pas du tout sérieux ». L'audience rit, et l'affaire était close. Sauf que... Nous n'avions pas le papier de Beck avec nous, mais l'auteur précise clairement en première page que les mesures ont toutes été prises *de jour* ! Un scientifique ayant participé au rapport du GIEC venait de mentir devant nous... Voilà le genre de chose que peut provoquer le LYM : exposer le mensonge sophiste !

En tout cas, la polémique semblait close, jusqu'à ce qu'un membre du LYM s'exprime sans micro, c'est-à-dire tout simplement en criant : « Le problème c'est que votre point de vue mène droit au génocide ! ». Le mot était lâché... aussitôt repris par un homme dans l'assistance : « Le problème est que dans tout votre discours, on ne voit pas trop les solutions. Le mot « génocide » a été prononcé et après votre présentation, on peut se demander si ce n'est pas la seule issue ». Jancovici commença à se lancer dans un autre sophisme, du type : « Mais si, des solutions il y en a quand même... », mais il fut vite coupé par le LYM : « Des solu-



Le « récupérateur de pets » du LYM : pas forcément plus farfelu que le rapport du GIEC !

tions, pour vous il n'y en a aucune, vous êtes complètement pessimistes. Comme vous l'avez dit dans l'émission *C dans l'air*, on n'a plus qu'à prendre un Beretta avec deux balles et on sait ce qu'il nous reste à faire ! M. Jancovici, ce sera qui le premier ? Vous ou moi ? » Jancovici : « C'est vrai, j'ai dit ça ! » Voilà, l'essentiel était dit... Confronter sur la question scientifique, puis sur la question des conséquences auxquelles nous mène un certain type de pensée, c'est tout-à-fait le type d'action que peut mener le LYM pour faire tomber les idéologies. C'est là toute notre force.

La salle s'échauffait, les gens continuaient à poser des questions, tout le monde voulait parler, l'électricité était bien au rendez-vous, la tranquille conférence tournait au cauchemar pour les présentateurs, si bien qu'ils décidèrent d'en terminer là.

Un membre du LYM se leva donc pour conclure, avec une cuillère à soupe et un couvercle de casserole en guise de gong. Se mettant devant l'estrade, il cria : « Oyez oyez braves gens, la fin du monde est arrivée ! La mer va monter, les ouragans vont nous emporter, les chaleurs vont nous accabler ! Et tout ça, c'est à cause de vous, vous qui avez trop consommé, qui avez utilisé vos voitures, qui avez même utilisé des industries pour vivre ! ». Cette référence à Tintin dut beaucoup plaire à M. Jancovici, qui utilise quelques vignettes de *L'Île mystérieuse* pour illustrer les idées qui l'animent.

L'idée que « les scientifiques savent, mais pas nous » est répandue dans une population que les sophistes ont entraînée à ne plus penser. M. Jancovici nous a dit que nous ne pouvions pas savoir car nous ne sommes pas des experts, avouant lui-même qu'il n'en est pas un, il reconnaît qu'il ne sait pas de quoi il parle. Il nous montre des aptitudes plus dignes d'un perroquet presque pensant que d'un être humain. Notre approche est tout autre. Non, l'Homme n'est pas mauvais, il n'est pas en train de détruire la planète ; au contraire, il est la seule espèce vivante à pouvoir aménager, améliorer la nature, comme nous l'a appris Vernadsky. « L'esprit humain a en ce monde une carrière perpétuellement ouverte à son activité », disait Kepler. C'est ce type-là de pensée qu'il faut faire renaître chez les jeunes d'aujourd'hui, pour que les peuples ne croient plus en des canulars comme celui du réchauffement anthropogénique. D'ailleurs, à la fin de chacune des présentations, les spectateurs se jetèrent sur les journaux que l'on distribuait, preuve qu'ils ne demandent qu'à être bousculés et à voir l'ordre des dieux de l'Olympe (ces fameux « experts ») renversé, qui plus est par des jeunes...

**Arnaud Vivrel
et Théodore Rottier,
LYM France**

Un lien au projet Kepler du LYM sur le site de la NASA

Aux Etats-Unis, le site de la NASA consacré à sa « Mission Kepler : la recherche de planètes habitables » a ajouté un lien aux projets du LYM (LaRouche Youth Movement) sur *l'Harmonie du Monde* et *La nouvelle astronomie*, dans la rubrique « liens aux sites sur Johannes Kepler ». Le professeur en charge de ce site a été impressionné par la qualité du travail des jeunes larouchistes et a proposé quelques améliorations pour le site. Ces deux projets, comportant de multiples animations informatiques, représentent un outil important pour tous ceux qui oeuvrent dans le domaine de l'enseignement.

Parlement danois : l'Institut Schiller défend le MAGLEV

Le 12 avril, Tom Gillesberg, président de l'Institut Schiller au Danemark, était appelé à témoigner devant la commission des Transports du Parlement danois, afin d'y présenter le concept élaboré par l'Institut en faveur de la construction d'une ligne de train à lévitation magnétique (« maglev ») entre Copenhague et Aarhus, par-delà le Kattegat, qui permettrait de ramener à 25 minutes le temps de parcours entre les deux principales villes danoises. Un réseau national de maglev, affirma-t-il, pourrait d'ici quelques années être intégré au réseau eurasiatique.

Gillesberg décrit les retombées économiques positives de cette nouvelle technologie sur de multiples plans : accroissement de la densité démographique, création d'emplois, recherche, éducation, santé et culture. Pour financer le projet, l'Institut Schiller propose d'augmenter le budget d'équipements plutôt que de chercher à faire payer les éventuels usagers. Gillesberg expliqua aux députés les progrès de la technologie maglev en Asie, où la Chine a déjà construit une première ligne pilote, entamant avec la Russie et l'Inde une étroite collaboration sur le plan scientifique, économique et technologique. Toutes trois projettent déjà de nouvelles générations de centrales nucléaires et la Russie et la Chine prévoient une mission conjointe sur Mars.

La Vérité, ça fait se gratter la tête !

Cinq membres du mouvement de jeunes (LYM) sont allés mercredi 9 avril à l'université de Valenciennes pour faire une projection-débat sur la fraude du réchauffement climatique (documentaire de Channel 4, *The Great Global Warming Swindle*), dans le cadre du Salon pour la paix et la solidarité : *Prospérité pour le monde de demain*, organisé par neuf associations ou syndicats étudiants. En collaboration avec l'UNEF-Valenciennes et le MRAP (Mouvement anti-racisme et défense des peuples), vingt-deux étudiants de la cité universitaire Jules Mousseron ont pu regarder le documentaire de la BBC. Très vite, les discussions qui s'ensuivirent s'arrêtèrent sur le constat qu'il est difficile, à notre époque, de démêler le vrai du faux. « Les scientifiques ne sont pas d'accord, mais comment peut-on savoir, nous qui ne sommes pas experts ? » « Comment savoir la vérité, on est tellement désinformé ? » L'instabilité du doute pose, à tous, le défi de découvrir par soi-même. En racontant notre intervention sur les membres du « sacro-saint » GIEC (voir ci-contre), on a redonné un sens de dignité à une jeunesse qui peut intervenir dans la vie publique et casser la pensée dominante. On sort du débat d'experts (politiques, scientifiques et autres) pour se voir comme un individu souverain capable de changer le cours de l'histoire. Se mettre dans les souliers des grands découvreurs comme Johannes Kepler (astronome du XVI^e siècle) qui découvrit les principes organisateurs de notre système solaire, dont la gravitation universelle – au revoir les Galilée, Copernic, Ptolémée et autres « experts »... du système – donne une autorité intérieure que les Zeus « scientifiques » de tous poils du GIEC ne possèdent pas.

De très bons contacts et des liens avec des associations étudiantes pour une collaboration future ont été noués. Et alors ? Au moment même où l'on pousse les professeurs à projeter la propagande de Gore dans les petites et grandes classes, prenons le flambeau de cette vérité qui dérange et faisons se gratter la tête aux étudiants. A l'exemple de l'invitation de Valenciennes ou d'une sympathisante qui a projeté le film dans son école d'agronomie sur Paris, prenez le taureau par les cornes : contactez-nous et invitons la jeunesse dans l'arène politique.

Yannick Caroff

Verts allemands

La base se rebiffe

Notre campagne contre l'arnaque climatique et les néo-conservateurs verts trouve un écho dans les médias. Les tabous commencent à tomber.

Pour les militants de base, le soutien apporté par certains responsables du Parti vert, dont Fritz Kuhn, à la gigantesque propagande d'Al Gore et aux fonds spéculatifs est la goutte qui fait déborder le vase. Pour de nombreux Verts qui ont avalé les précédentes manoeuvres néo-conservatrices de leurs dirigeants, cette dernière lubie, la production à grande échelle des biocarburants, est inadmissible.

C'est vrai pour les écologistes purs et durs, comme ceux de l'organisation Bund qui craignent une augmentation considérable de la consommation d'eau et d'insecticides pour la culture des plantes destinées aux biocarburants, mais aussi pour les Verts qui défendent le tiers monde au sein du mouvement anti-mondialiste et qui peuvent déjà chiffrer l'aggravation de la pénurie alimentaire mondiale si l'on réquisitionne de plus en plus de terres arables pour la propulsion des véhicules. Beaucoup se rendent compte que la mode «bio» cache (mal) une forme de racisme qui considère la survie d'une bonne partie de l'humanité comme un détail sans importance.

C'est justement l'un des thèmes abordés dans la dernière brochure

du Mouvement des droits civiques-Solidarité (BüSo), intitulée *Les sauterelles et leurs fantassins*. Cette brochure, que le LYM (mouvement des jeunes larouchistes) a déjà distribuée à des dizaines de milliers d'exemplaires à Berlin, Hambourg, Stuttgart et ailleurs, a eu un impact politique impressionnant, reflété même dans la grande presse.

C'est ainsi que l'hebdomadaire *Focus* consacre un article (annoncé par une campagne d'affichage publicitaire) à la pénurie alimentaire que déclencherait l'utilisation massive de biocarburants. Quant à *Die Zeit*, il publie une interview de Peter Brabeck-Letmathe, dirigeant de Nestlé, numéro un de l'agro-alimentaire dans le monde. Selon lui, l'engouement pour les biocarburants est une «absurdité écologique», surtout parce qu'on gaspille ce «bien précieux» qu'est l'eau. Pour produire un litre d'éthanol, il faut 4560 litres d'eau : «Les biocarburants font augmenter effroyablement le prix des aliments de base. Les automobilistes des pays industrialisés les plus riches se font subventionner sur le dos des plus pauvres de la terre.»

Dans le même numéro de *Die Zeit* – bien qu'enfoui au milieu d'un long article sur le débat climatique – l'ancien ministre allemand de l'économie, Werner Müller, affirme qu'il n'y a qu'une seule solution pour protéger l'environnement : «construire de nouvelles centrales nucléaires».

C'est la politique que le BüSo défend depuis des lustres, contrairement à tous les autres partis.

Notons aussi que, dans son édition de Pâques, le grand quotidien de Munich, *SDZ*, reprend une citation de Lyndon LaRouche dans la critique d'un livre dénonçant l'escroquerie climatique : «Ce qu'on enseigne aujourd'hui comme l'histoire dans la plupart des écoles et des universités est en grande partie une fraude», tout en déplorant par ailleurs que l'on «rencontre le nom de LaRouche dans chaque centre-ville d'Allemagne sur des panneaux écrits à la main annonçant l'ère de Schiller».

INTERDIRE LES VERTS

Alors que l'engagement de dirigeants verts très en vue aux côtés de l'ancien vice-président américain Al Gore s'avère contre-productif pour le parti, les néoconservateurs à la tête de la formation se trouvent contestés pour une autre raison. Depuis un bon moment déjà, la révolte gronde chez les militants de base, contre les dirigeants proches de Reinhard Bütikofer, Claudia Roth et Ralf Fücks qui, depuis la fin des années 90, se sont alignés sur l'OTAN et ses interventions en Afghanistan aux côtés de George Bush et Dick Cheney. Plusieurs députés verts ont ainsi appelé à prolonger la mission militaire allemande en Afghanistan.

Cannette vide...

Où la jeter ?



Juergen Trittin, ancien ministre Vert de l'Environnement, s'est ridiculisé en introduisant l'usage des cannettes consignées afin de protéger l'environnement. Aujourd'hui, sa politique d'alignement sur l'OTAN et est de plus en plus fortement contestée au sein du parti Vert.

Il est vrai que peu de participants à la Marche annuelle de Pâques sont réellement favorables à la paix, dans la mesure où la précondition en est le progrès industriel et technologique. Néanmoins, cette année, la colère a explosé au grand jour contre ces dirigeants accusés de faire partie de l'axe du mal avec Bush.

De plus, le 11 avril, la gauche a attaqué frontalement les Verts dans un article paru dans *Junge Welt*, sous le titre «Interdire le Parti vert». Sur un ton sarcastique, l'auteur, Jürgen Elsässer, observe que les Verts sont un parti de la paix comme on en a déjà vu en d'autres temps... Il cite alors le discours d'un «précurseur» des Verts, lorsqu'il affirmait que pendant des années, il avait dû parler de la paix, en raison des circonstances, mais que le moment était enfin venu de parler de la guerre : «C'est ce que déclara Adolf Hitler devant la presse allemande en novembre 1938 et on entendra quelque chose du même genre, à un moment ou un autre, de la part de Reinhard Bütikofer ou de Claudia Roth – leurs commentaires lors de la dernière Marche de Pâques en sont le signe avant-coureur.» Il poursuit : «Ces gens-là ont tout promis : démantèlement de la Bundeswehr, sortie de l'OTAN, fin des exportations d'armes. Aujourd'hui, c'est clair qu'il s'agit de la même fraude que la politique de paix des national-socialistes au cours des premières années.»

Elsässer estime que, depuis 1991, le vieux mouvement Vert est en perte de direction et que la direction du Parti a été capturée par des «zombies» dont la doctrine a déjà fait plus de victimes «en Afghanistan et ailleurs... que la politique du NPD (Parti national d'Allemagne).» Depuis 1999, écrit-il, ces «casques vert olive» réclament des violations du droit international, le flicage de l'Etat et un anti-islamisme «bien plus agressivement que leurs contradicteurs en chemise brune».

La gauche, continue l'article, a consenti beaucoup d'efforts pour faire interdire le NPD, mais pourquoi est-on si précautionneux avec les Verts ? Evidemment, il serait difficile d'obtenir l'interdiction de l'un ou de l'autre, mais une campagne contre «les criminels de guerre [Joschka] Fischer et Bütikofer infligerait suffisamment de mal aux Verts lors des prochaines élections pour les empêcher à l'avenir d'accéder à des postes gouvernementaux».

En fait, cet article reprend à sa manière ce que le BüSo documente dans sa nouvelle brochure, comme il l'avait fait il y a bien longtemps, en mars 1983, dans un memorandum du mouvement de LaRouche appelant à l'interdiction des Verts. Il faut savoir qu'après avoir appartenu aux provocateurs «anti-allemands», Jürgen Elsässer a fait volte-face pour les dénoncer (voir article pages 12 et 13). Voyons si cette faction osera aller plus loin.

Le réchauffement planétaire, Arme idéologique du fascisme financier

Tract de Solidarité et Progrès, distribué par le mouvement de Jacques Cheminade*

Vous avez tous entendu les baffes tonitrueuses de la propagande mondiale, version DJ Gore ou DJ Hulot : l'homme détruit la terre, ses activités produisent du CO₂ qui crée un effet de serre, donc un réchauffement climatique général, les calottes polaires vont fondre, les cyclones se multiplier, le niveau de la mer va monter et anéantir des villes entières, submerger des îles, les cultures des pays tempérés vont être détruites et des milliers d'espèces disparaîtront. Voulez-vous laisser ce monde dévasté aux générations futures ? Non, bien sûr. Alors serrez-vous la ceinture, produisez moins, renoncez à l'industrie, aux énergies fossiles et au nucléaire, consommez moins, déplacez-vous moins, soyez moins sur terre. L'homme est un animal prédateur, il faut l'empêcher de nuire.

Nous ne sommes pas dans *L'étoile mystérieuse*, en 1942, avec Tintin, Hergé au bras levé et un professeur fou qui vaticane la fin des temps en exigeant repentance, mais en 2007, face à une vague sans précédent de journalisme d'épouvante, promouvant une politique de dépopulation en culpabilisant les hommes. Plus c'est gros, plus ça marche, et ici la ficelle est à nouveau très, très grosse. Pour servir quels intérêts ? Ceux d'un fascisme financier anti-industrie et anti-science, qui veut maintenir aujourd'hui son contrôle sur le monde en jouant sur les peurs comme une véritable *inquisition New Age*.

Fait 1) Il n'y a pas de preuve scientifique de l'effet de serre, car les périodes de réchauffement précédent et non succèdent à celles de la hausse de CO₂ atmosphérique. *Fait 2*) Il y a eu refroidissement au cours de la période 1940-1975, qui a vu une production record de CO₂ avec la réindustrialisation de l'après-guerre, alors que le réchauffement de la période 1975-2000 correspond à une récession industrielle. *Fait 3*) Les carottages polaires, base unique des travaux sur le réchauffement climatique «prouvant» l'accroissement de CO₂, sont contestables et en contradiction avec les mesures atmosphériques chimiques. *Fait 4*) Il y a corrélation entre les périodes de réchauffement et celles d'éruptions solaires, bien plus qu'avec l'émission de CO₂.

Cette argumentation, qui provient de milliers

de savants sérieux, a été développée dans une émission diffusée le 8 mars par la chaîne de télévision britannique Channel 4 (version sous-titrée en français). Alors pourquoi les experts du GIEC, hégémoniques dans la propagande officielle, nous disent-ils qu'il n'y a pas débat, que l'homme est responsable du réchauffement et doit en tirer les conséquences ?

Parce que l'opération est aujourd'hui montée par les mêmes intérêts financiers qui, pendant la crise des années trente, ont organisé la prise de pouvoir du nazisme et exercent un contrôle quasi-absolu sur les médias les plus importants. Ils financent les «experts» et encouragent leur idéologie pessimiste. *Fait 1*) La thèse du réchauffement climatique est venue des cercles qui ont promu le Club de Rome. Celui-ci considérait déjà que la capacité d'accueil de la Terre est limitée, qu'il faut donc réduire sa population car, comme le disait Aurelio Peccei, «l'homme se caractérise par sa prolifération exponentielle, qu'on ne peut définir que comme cancéreuse». *Fait 2*) Le Club de Rome ayant en partie échoué à imposer ses vues malthusiennes, le réchauffement climatique est le nouveau prétexte au dépeuplement organisé. *Fait 3*) La thèse du réchauffement est d'abord apparue dans des milieux proches du gouvernement Thatcher, en 1988, en affichant clairement les couleurs : «Si le niveau de vie à l'échelle mondiale s'élevait au niveau des pays industriels actuels, la capacité d'accueil de la Terre se trouverait réduite à environ 2,5 milliards d'individus». Ainsi parlait Sir Crispin Tickell, proche de Thatcher et du prince Philippe d'Edimbourg, qui rêve de se réincarner sous la forme d'un virus meurtrier pour réduire la population et assurer le salut de l'humanité en évitant sa prolifération. Ces milieux ont financé la montée d'Hitler au pouvoir, tout comme George Prescott Bush, le grand-père de l'actuel Président américain. Al Gore, quant à lui, est un Sudiste américain pollueur, qui spéculait sur les quotas d'émission de CO₂ avec Goldman Sachs et en a acheté pour continuer l'exploitation de sa mine de zinc ultrapolluante au Tennessee.

Tous ces milieux ont pour dénominateur commun de considérer l'homme comme un animal prédateur et non comme un créateur capable de découvertes scientifiques, applicables sous forme de technologies nouvelles permettant d'accroître la densité de peuplement sur terre.

Ils veulent ainsi, explicitement ou pas, mettre fin à l'histoire, car celle-ci s'est caractérisée, depuis le paléolithique, par une hausse de la densité de peuplement qui est la «signature» de notre vie pensante.

On peut donc bien parler d'un «éco-fascisme» dans ses formes extrêmes, financé à coup de milliards de dollars comme le furent les mouvements d'extrême-droite dans les années trente. Le point similaire, bien plus grave aujourd'hui car il n'y a plus de barrières, est la désintégration de tout le système monétaire et financier international. Pour contrôler cette désintégration, en laissant le pouvoir à une oligarchie détenant les actifs financiers, un Etat totalitaire est nécessaire, un nouveau Léviathan. C'est ce que Michael Ledeen, de l'American Enterprise Institute, appelle un «fascisme universel», contre la souveraineté des Etats-nations et la vie des êtres humains. Zeus contre Prométhée, si l'on prend pour référence le *Prométhée enchaîné* d'Eschyle, privant l'homme du pouvoir de comprendre et d'appliquer le feu sous prétexte qu'il brûle.

C'est cela qui est en cause avec la «thèse» du réchauffement climatique planétaire. Nous ne l'acceptons pas. Nous en démontons les arguments et ridiculisons leur fondement dont l'intention est criminelle. Le professeur Jancovici, promoteur du réchauffement planétaire, a dit que nous disposions d'un pistolet Beretta avec deux balles, et que nous savions ce qu'il nous restait à faire. Notre politique est de désarmer les faux prophètes, et de proposer un contre-projet de croissance économique mutuelle pour faire en sorte que l'espèce humaine croisse et se multiplie en maîtrisant les lois de l'univers. Jusqu'à un jour aller dans l'espace, ce qui apparaît fou aux partisans criminels d'un monde fini. Car nous, nous voulons réellement laisser un monde plus beau aux générations futures, avec des femmes et des hommes en plus grand nombre, allant au-delà du connu aujourd'hui, et non gérant la mort dans un monde voué à l'effondrement faute de science, d'innovation et de technologies plus denses. Un arbre de ce printemps éclatant de fleurs est plus beau qu'un arbre rabougré de la taïga ou du Grand Nord canadien.

* Nos lecteurs sont invités à télécharger ce tract sur le site www.solidariteetprogres.org pour le diffuser autour d'eux.

Russie-Chine

La coopération bilatérale s'étend à l'espace

Les relations sino-russes se portent mieux que jamais, mais les défis économiques sont immenses.

Mary Burdman
Wiesbaden

Le résultat le plus notable de la visite du président chinois Hu Jintao à Moscou et à Kazan, du 27 au 29 mars, pourrait s'avérer être l'accord entre l'Administration spatiale nationale de Chine et l'Agence spatiale fédérale de Russie, en vue du lancement d'une mission sur Mars, probablement dès octobre 2009. Pour l'organisme chinois, l'accord marque «une étape fondamentale pour la coopération spatiale sino-russe, (...) il indique que les deux côtés ont franchi un pas décisif vers une collaboration sur un grand programme spatial». Une fusée russe lancera le véhicule russe Phobos Explorer en même temps qu'un micro-satellite chinois destiné à la lune de Mars. Cet Explorer, transportant des équipements développés par l'université polytechnique de Hong Kong, se posera sur Phobos et ramènera des échantillons du sol sur la Terre, en vue d'étudier les origines du système solaire et de la Terre.

L'astronome chinois Tong Huiquan, de l'Institut Nanchang de technologie, a souligné la nature de la coopération à l'Agence France-Presse le 29 mars : «Personne d'autre que les Russes n'a davantage d'expérience dans l'exploration spatiale, et à n'en pas douter, leur technologie devance de loin celle de la Chine. Mais l'économie chinoise se porte mieux, la Chine peut donc fournir à la Russie une assistance économique : chacun y trouve son compte.»

UNE ENTENTE STRATÉGIQUE

Ce «partenariat stratégique» sino-russe a maintenant dix ans. En avril 1996, les deux pays ont signé, avec le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, le premier accord de sécurité conjointe qui allait devenir l'Organisation de la Coopération de Shanghai (OCS) en 2001. Des visites présidentielles réciproques en 1997 et 1998 ont permis à la Russie et la Chine de lancer leur coopération stratégique, confirmée en 2001 par un «traité de bon voisinage et d'amitié». On a assisté, en novembre 1998, à un moment fort de partenariat stratégique, avec le



Le président Vladimir Poutine (g.) avec son homologue chinois Hu Jintao lors de l'exposition à Moscou.

discours mémorable prononcé à Novosibirsk par le président chinois de l'époque, Jiang Zemin, qui proposait que la coopération scientifique au plus haut niveau devienne le fondement des relations Chine-Russie. «La créativité, dit-il, est l'âme d'une nation et une source inépuisable de prospérité pour un pays.»

Ce discours de Jiang Zemin fut salué par l'économiste du Système américain, Lyndon LaRouche : si les capacités scientifiques uniques de la Russie sont mobilisées, de concert avec la Chine, le pays le plus peuplé de la terre, pour transformer les vastes étendues de l'Eurasie, cela provoquera une révolution du développement dans le monde. Aujourd'hui, il reste à réaliser cette promesse. Dans cette optique, LaRouche a récemment souligné la nécessité que les États-Unis renouent avec la tradition de leadership du président Franklin Roosevelt et coopèrent avec la Chine et la Russie, ainsi que l'Inde, pour sortir le monde de son marasme actuel.

Bien que MM. Hu et Poutine n'aient pas placé leurs discussions au niveau de ce discours de Jiang Zemin, ils ont repris certaines de ses idées. Dans un commentaire paru dans le Quotidien du Peuple du 29 mars, le directeur du Bureau des études russes à l'Institut chinois des relations internationales contemporaines, Xu Tao, a rappelé les conséquences pour les relations économiques sino-russes des récentes crises financières mondiales, comme celle de 1997-98. L'autre obstacle de taille au développement des relations bilatérales a été le déclin industriel de la Russie.

«L'exportation des machines et des produits électriques russes a chuté drastiquement depuis 2001, n'atteignant plus que 202 millions de dollars en 2006, écrit Xu Tao. Ce phénomène a entravé la saine croissance du commerce sino-russe». L'année dernière, Vladimir Poutine lui-même avait souligné l'importance de rééquilibrer le commerce extérieur russe, la Russie exportant essentiellement du pétrole et des matières premières en

échange de biens de consommation chinois.

Par ailleurs, sur le plan diplomatique, les relations bilatérales n'ont jamais été meilleures, comme le fit remarquer le président Hu Jintao avant de se rendre en Russie, citant notamment le problème de la Corée du Nord et le dossier nucléaire iranien.

Marquant l'inauguration de l'Année de la Chine en Russie, Vladimir Poutine et Hu Jintao ont ouvert le 27 mars la plus grande exposition de technologies et de produits chinois jamais accueillie par une nation étrangère. Le commerce bilatéral a été multiplié par six depuis les six milliards de dollars réalisés il y a dix ans, mais le niveau reste faible par rapport aux exportations chinoises vers les États-Unis ou aux exportations de pétrole et de gaz russes en Europe. L'exposition nationale chinoise à Moscou devrait contribuer à changer la tendance. Actuellement, la Russie est le huitième partenaire commercial de la Chine, et celle-ci le quatrième partenaire russe.

Le vice-ministre chinois du Commerce, Yu Guangzhou, a souligné que pour renforcer «le commerce sino-russe de machines et de produits électriques, les deux partenaires doivent coopérer dans des secteurs prioritaires comme l'électricité, l'énergie nucléaire, l'espace, les télécommunications, l'électronique, la construction de bateaux et l'automobile». La Chine s'efforce d'augmenter ses importations, pour atteindre mille milliards de dollars d'ici 2010, afin de compenser son immense excédent commercial avec les États-Unis. Ce serait un marché juteux pour les machines russes.

LE PONT TERRESTRE

Apparemment, l'infrastructure eurasiatique n'avait pas la priorité de la dernière visite de Hu en Russie, mais la question n'en demeure pas moins urgente. L'économie en Sibérie de l'est s'écroule et la population s'enfuit en masse, à tel point que les autorités craignent le sous-peuplement du vaste Primorsky Kraï. Cet immense territoire recèle pourtant une immense richesse potentielle. Certains en Russie craignent une immigration chinoise, mais avant la guerre russo-japonaise de 1904, la croissance rapide de son industrie et de son agriculture avait attiré de nombreux immigrants venus de Russie européenne, Chine, Corée et d'ailleurs. La meilleure manière de développer cette région serait la coopération avec ses voisins : les États-Unis et la Chine.

Le gouvernement russe semble en tout cas déterminé à développer ces régions lointaines et à les intégrer davantage dans l'économie nationale et eurasiatique. Lors du sommet, les deux pays ont conclu un accord sur le développement de l'extrême-orient russe et des régions au nord-est de la Chine. La Vneshekonombank russe et la Banque de développement de l'État chinois, ainsi que l'administration territoriale de Krasnoïarsk en Sibérie, ont signé un accord de coopération régionale pour l'investissement dans le bâtiment, l'énergie, le transport et d'autres secteurs. En juillet dernier, des scientifiques chinois et russes avaient lancé une expédition conjointe pour repérer les vastes ressources minérales de Sibérie, avec l'espoir, côté chinois, d'apprendre à appliquer de nouvelles méthodes pour la recherche de telles ressources au nord de la Chine.

Par ailleurs, la Russie s'est engagée à fournir à la Chine 15 millions de tonnes de pétrole par an, acheminées par la voie ferrée russe. En outre, le directeur du Rail russe Vladimir Yakouline a évoqué un projet de transport ferroviaire de conteneurs entre l'Asie et l'Europe. Dans le Kommersant du 27 mars, Yakouline précisait qu'«en termes de quantité, nous ne pourrions pas faire concurrence au transport maritime, mais nous serons plus rapides et plus ponctuels. Nous voulons commencer par 30 000 conteneurs par an, pour passer à 250 000 dans trois ans au plus tard.»

Une autre étape essentielle de la coopération eurasiatique serait l'achèvement de la voie ferrée transcoréenne – le conflit diplomatique avec Pyongyang ayant bloqué la liaison entre les réseaux du sud et du nord de la Corée – pour la relier ensuite au Transsibérien. ●

L'oligarque Berezovski appelle au renversement du gouvernement russe



Dans le *Guardian* du 13 avril, Boris Berezovski, un puissant oligarque russe qui vit en exil à Londres depuis 2001 pour échapper à la justice de son pays, a déclaré que «nous devons employer la force pour changer ce régime. Il n'est pas possible d'y parvenir par des moyens démocratiques. Il ne peut y avoir de changement sans violence ni pressions.» Aux journalistes qui lui demandaient s'il fomentait une révolution, il répondit : «Vous avez absolument raison». Sans donner de détails, il a affirmé avoir des gens à sa solde dans l'entourage du Président russe.

Ses propos ont provoqué un tollé. Le gouvernement russe s'est

dit convaincu que le gouvernement britannique n'accorderait jamais l'asile politique à quelqu'un qui appelle à la violence pour obtenir un changement de régime. Il y a un an, l'oligarque avait tenu des propos similaires, mais Londres avait refusé de l'extrader. Conscient de son faux-pas, Berezovski a prétendu plus tard qu'il ne prônait pas la violence, mais seulement des «actions directes». Cependant, on sait qu'il finance depuis plus d'une décennie les rebelles tchétchènes qui ont commis des attentats sanglants à Moscou et en Tchétchénie.

Le général Ivachov cite LaRouche sur l'économie



Au cours des dernières semaines, le vice-président de

l'Académie russe des sciences géopolitiques, le général Leonid Ivachov, a mis en garde à de multiples reprises contre le danger d'une attaque américaine, ou israélienne, contre l'Iran, avertissements repris dans les médias internationaux. Il a par ailleurs consacré plusieurs articles et interviews à la survie de la Russie, qui le préoccupe intensément. Dans un écrit mis le 5 avril sur le site KM.ru sous le titre «La question russe est fondamentale», il s'intéresse à l'avenir de la Fédération russe et des Russes en particulier. Pour identifier la nature de la crise existentielle actuelle, il utilise le critère de «potentiel de densité démographique relative», introduit en 1984 par Lyndon LaRouche dans son livre *So, You Wish to Learn All About Economics?* (publié en russe en 1993 et en français en 1998 sous le titre *Alors, vous voulez tout savoir sur l'économie?*).

Le général Ivachov écrit : «L'économiste américain L. LaRouche dit : «La croissance démographique d'un pays et la croissance de la densité démographique par kilomètre carré sont le seul critère fiable pour évaluer telle ou telle politique.» Le recul de notre démographie, par millions, laissant vides de vastes étendues de territoire : voilà la vraie mesure des politiques adoptées par ceux actuellement au pouvoir en Russie.» Ivachov fait valoir que cette contraction démographique «n'est qu'une conséquence» de l'appau-

vrissement et de la dispersion du peuple russe qui forme la nation. «Nous avons une population, ou un électorat, écrit-il, mais pas de peuple.»

Le professeur Stanislav Menchikov au LaRouche Show



Le Comité politique de Lyndon LaRouche a consacré son webcast audio du mois d'avril à un dialogue avec le professeur Stanislav Menchikov, dont le livre *L'anatomie du capitalisme russe* vient d'être traduit en anglais et publié par l'EIR. L'auteur y présente notamment les effets de la thérapie de choc libérale imposée à la Russie post-soviétique et les changements opérés ces dernières années par Vladimir Poutine.

Il a également discuté de l'enthousiasme grandissant de ses compatriotes pour les idées de Franklin Roosevelt, mentionnant plus spécialement l'alliance entre la Russie et l'Amérique pendant la Deuxième Guerre mondiale, ainsi que le soutien soviétique aux accords de Bretton Woods de 1944. Le professeur Menchikov soutient l'analyse de la crise économique actuelle faite par LaRouche et ses propositions pour un nouvel ordre économique mondial plus juste.

Dans la deuxième partie de la discussion, quelques membres du Mouvement des jeunes larouchistes (LYM) ont posé des questions à l'économiste russe. L'une d'elles portait sur les différences entre la Chine et la Russie, sorties toutes deux d'un système de planification centralisée. La Chine, répondit-il, a eu la chance de rejeter le libéralisme sauvage, alors que les dirigeants russes des années 1990 avaient bien des illusions sur le «marché libre». D'autres questions concernaient les jeunes, pour savoir s'il existe un conflit de générations entre les baby-boomers et eux. A l'époque de Boris Eltsine, répondit le professeur Menchikov, ce sont surtout des gens de 25 à 35 ans qui sont devenus les nouveaux oligarques financiers, s'intéressant uniquement à l'argent, mais aujourd'hui, les jeunes sont plus sérieux vis-à-vis de la science et de l'avenir.

Interview disponible en anglais sur http://www.larouchepub.com/radio/archive_2007.html

Au service du FBI contre les Afro-Américains

Al Gore : un raciste bien dressé

ÉTATS-UNIS

Anton Chaitkin
Washington

Les débuts d'Al Gore en politique ? Agent de police. Très bon agent, d'ailleurs. A Nashville (Tennessee), un conseiller municipal (noir) pose de plus en plus problème car il dénonce l'attitude de la police de la ville, qui cherche à détruire la communauté afro-américaine en tolérant le trafic de drogue et la prostitution. On fait alors appel à Al Gore pour fabriquer un scandale et faire tomber l'élu récalcitrant. Pour ces bons services, Gore obtient une promotion... un siège au Congrès national !

Des années plus tard, en 1988, dans le cadre de l'élection présidentielle de cette année-là, paraît une biographie d'Al Gore, destinée à promouvoir sa candidature. L'auteur, Hank Hillin, est un ancien responsable du Federal Bureau of Investigation (FBI). (D'abord intitulée *Al Gore : leader né*, puis, dans sa réédition de 1992, *Al Gore, sa vie et sa carrière*, l'ouvrage restera, jusqu'en 1999, la seule biographie du personnage.) Hank Hillin, qui a connu Gore et sa famille alors que celui-ci n'avait que quatre ans, m'expliqua comment Gore en était venu à collaborer avec l'antenne du FBI au Tennessee au cours de sa campagne de terreur contre les élus noirs.

En fait, un contexte très particulier entoure cette histoire. A la fin des années 1950, le FBI et le ministère de la Justice (DOJ) commencent à lancer, littéralement, des centaines d'opérations de pots-de-vin visant de façon totalement illégale des élus et des responsables issus des minorités ethniques. Entre eux, les agents du FBI parlent de l'«*Operation Frühmenschen*» (ou «*Opération Homme Primitif*»). C'est le 27 janvier 1988 que cette stratégie raciste est publiquement dénoncée pour la première fois par Mervyn Dymally, un député démocrate de Californie. Alors président du groupe des Afro-Américains à la Chambre, (*Black Caucus*), il fait insérer dans le *Journal officiel* du Congrès une déclaration sous serment, déposée devant une Cour fédérale d'Atlanta par l'ancien agent spécial du FBI Hirsch Friedman. En voici un extrait :

«*Cette politique consistait à lancer des enquêtes routinières sans motifs apparents contre d'importants représentants noirs, élus ou nommés à leur poste, dans de grandes zones métropolitaines des États-Unis. Au cours de conversations avec des agents spéciaux du FBI, j'appris que cette politique reposait sur l'hypothèse selon laquelle les responsables noirs étaient intellectuellement et socialement incapables d'assumer des postes de responsabilité au sein d'organisations et d'institutions gouvernementales.*»

C'est dans ce contexte qu'en 1971, John Seigenthaler, éditeur du *Tennessean* de Nashville, engage Al Gore, alors âgé de 23 ans, comme reporter en charge de suivre la police. Comme son collègue du FBI Hillin, Seigenthaler prend part aux sales opérations anti-syndicales menées par le DOJ de Walter Sheridan, connu pour avoir largement

contribué à dissimuler des faits déterminants dans l'assassinat de John F. Kennedy.

AL GORE ET LA BASSE POLICE

Al Gore se fait un nom en 1974 lorsque lui et son patron Seigenthaler organisent un coup monté contre Morris Haddox, un conseiller municipal afro-américain considéré comme un perturbateur par l'establishment de Nashville. Quelques mois avant le guet-apens tendu par Gore, Haddox avait en effet déclaré que la police avait pour habitude de laisser le trafic de drogue et la prostitution se répandre librement dans la communauté noire, et avait juré de bloquer l'examen de toute question législative tant que le conseil municipal ne mettrait pas fin à ces actes criminels¹.

Gore, qui n'est alors qu'un simple reporter pour un journal indépendant, s'arrange personnellement avec les collaborateurs de Hillin au Bureau d'enquête du Tennessee (TBI), pour envoyer un agent clandestin muni d'un micro et d'argent pour tenter de piéger Haddox. L'article publié dans le *Tennessean* du 7 février 1974 annonçant l'inculpation de Morris Haddox pour corruption est signé... Albert Gore, Jr. On y voit une photo du reporter et de l'agent de police, tous deux exultant, entourés de photographes.

Des manifestations de soutien à Morris Haddox sont organisées dans des églises noires. Une convention politique rassemblant des représentants de la communauté noire de tout l'Etat condamne à l'unanimité Gore et Seigenthaler pour ce traquenard. Le *Tennessean* du 11 février 1974 cite l'universitaire afro-américain James Mock qui dénonce «*les dramaturges qui ont orchestré leur scénario au sein de la communauté noire et l'ont fait jouer à M. Haddox, (...) attaquant toute la structure politique de notre communauté noire.*»

Un article d'Al Gore dans le *Tennessean* du 12 février 1974 explique comment le FBI -- l'équipe de travail de Hillin -- allait tenir un rôle officiel dans la procédure lancée contre le conseil municipal de Nashville.

En fin de compte, Morris Haddox est acquitté. Cependant, les articles diffamatoires de Gore ont tellement sali sa réputation qu'il se retirera de la vie politique jusqu'à sa réélection au conseil municipal de Nashville, vingt ans plus tard, après que les attaques de Gore se sont effacées de la mémoire publique.

Ce lourd passé d'Al Gore res-

¹ Deux articles du journal local, publiés le 12 novembre 1973, mettent en évidence les motivations fascistes du montage. Selon un article du *Banner* de Nashville intitulé «*Le conseiller municipal Haddox appelle à un affrontement avec la police*», Haddox déclare qu'il bloquera tout projet de loi affectant son district de Nashville en attendant une réforme du département de police. Il évoque l'affaire d'une toxicomane noire qui a été sodomisée par 25 officiers de police, alors que la police ne fait pas respecter les lois sur la prostitution et la drogue dans la communauté noire. Le *Tennessean* titre à la une : «*Haddox met le maintien de l'ordre avant toute législation*», avec la photo du conseiller et cette citation en légende : «*Les gens méritent mieux.*».

surgit une première fois en 1987, durant sa campagne à la candidature démocrate aux présidentielles de 1988. Il se vante alors auprès du *Des Moines Register* d'avoir, grâce à ses reportages, «*fait inculper et mettre en prison tout un tas de gens*». Cette fanfaronnade est reprise par divers journaux à travers tous les États-Unis, contribuant certainement à sa défaite électorale².

HOMMES DE MAIN DE PÈRE EN FILS

En 1976, l'éditeur John Seigenthaler fait en sorte que son fidèle

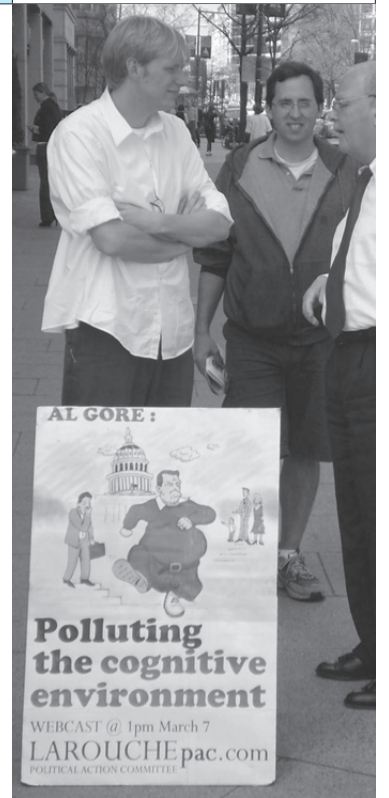
² Après le coup fourré contre Haddox, la Gestapo de Hillin-Seigenthaler s'en prend au démocrate Ray Blanton, élu gouverneur du Tennessee en 1974. Ce dernier s'oppose en effet à leur racisme et à leurs mesures d'Etat-policier et tente de lancer une enquête sur le coup monté contre James Earl Ray après l'assassinat de Martin Luther King, en 1968 -- assassinat qui n'a toujours pas été élucidé. Hillin m'a confié : «*J'étais chargé de couler Blanton*». La chasse aux sorcières de quatre ans qui s'ensuivit et l'emprisonnement d'un Blanton innocent (condamnation annulée par la suite) sont décrits dans le premier livre de Hillin, *Nom de Code FBI : TENNPAR*, qui fit sa renommée. L'une des vedettes de l'équipe Hillin-Seigenthaler-Gore est le procureur fédéral de Memphis, Hickman Ewing, dont les méthodes s'apparentent à celles du KKK. Peu après en avoir fini avec l'affaire Blanton, Ewing lance une campagne de diffamation et d'actions en justice contre le député noir de Memphis, Harold Ford, campagne qui dure dix ans pour aboutir à l'acquiescement de ce dernier. Par la suite, Ewing collaborera avec Kenneth Star dans son attaque judiciaire contre le président Bill Clinton.

employé soit candidat à la Chambre des Représentants, grâce à l'aide d'un groupe de banquiers ami de Walter Sheridan. Al Gore quitte donc le quotidien de Nashville pour prendre son siège de député, auparavant occupé par Albert Gore père.

Sa collaboration avec le FBI dans de sales opérations, suivie par sa «*promotion*» au Congrès, se situe dans le droit fil de l'histoire raciste et impérialiste de sa famille. Ce fils arrogant d'un politicien sudiste, riche et blanc, a grandi principalement à Washington, D.C., où il fréquente l'école privée. Son père gravite autour de Cordell Hull, un aristocrate du Tennessee qui, devenu secrétaire d'Etat de Franklin Roosevelt, s'oppose âprement aux efforts du Président pour aider les peuples colonisés à se libérer de la politique impériale et raciste britannique.

Quant au pedigree de la famille Gore, en 1964, le sénateur Al Gore père trahit le président Lyndon Johnson et le Mouvement des Droits civiques de Martin Luther King en votant contre le Civil Rights Act (interdisant la discrimination basée sur la race, la couleur, la religion, le sexe ou l'origine nationale). Gore père tente aussi, sans succès, de castrer cette loi par un amendement annulant la suppression des fonds fédéraux aux Etats perpétuant la ségrégation raciale.

A l'époque du coup monté par son fils contre Morris Haddox, Gore père s'est déjà retiré des affaires politiques, après avoir été doublement au service d'Armand Hammer en tant que vice-président de son Occidental Petroleum Company et directeur de l'Island Creek Coal Co. Grâce aux intrigues



«*Al Gore pollue l'environnement cognitif*» message diffusé par le LYM à Washington

de Hammer, la famille Gore a fait fortune dans l'industrie du pétrole. Par ailleurs, Gore senior fréquente également l'université Vanderbilt de Nashville, centre national de la résurgence du Ku Klux Klan.

Tout en travaillant pour Seigenthaler et pour l'opération du FBI contre les Noirs, Al Gore fils suit des cours de théologie à la Divinity School de l'université Vanderbilt. C'est le quartier général des «*Fugitifs*» et des «*Agrariens de Nashville*», des groupes sectaires gnostiques voués à faire revivre la «*Cause perdue*» des Etats confédérés du Sud, sous forme d'une attaque néo-féodale en règle contre les minorités, le travail et la civilisation industrielle moderne.

C'est avec ce bagage qu'Al Gore a fait carrière, après avoir rejoint les employeurs britanniques de son père dans leur guerre contre la tradition du Parti démocrate de Franklin Roosevelt, et contre les populations de couleur du monde entier. ●

Le « lobby du climat » perd du terrain

Même la conférence finale du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat s'est conclue par une grande bagarre.

Depuis des semaines, le mouvement international associé à Lyndon LaRouche dénonce la propagande sur la «*catastrophe climatique*» dont Al Gore s'est fait le porte-parole. Et sa campagne a porté des fruits. Que ce soit aux États-Unis, en France, en Allemagne, en Australie, ou aux Philippines, la résistance s'organise contre les mesures draconiennes que l'on propose d'imposer pour «*sauver la planète du CO2*». Un nombre grandissant de scientifiques montent au créneau pour dénoncer le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, et des médias commencent à briser la chape de plomb.

Aux États-Unis, plus de 17 000 scientifiques ont signé une pétition de l'ancien président de l'Académie américaine des Sciences, le Dr. Frederick Seitz, s'opposant au protocole de Kyoto. En France, l'Académie des Sciences a dû organiser deux débats sur le réchauffement climatique, suite à une bagarre provoquée sur le sujet à l'Académie même par l'ancien ministre de la Recherche de Lionel Jospin, Claude Allègre. Très hostile aux thèses du réchauffement climatique, Allègre avait violemment dénoncé les modèles climatologiques inutiles et mis sur le seul soleil la responsabilité des changements climatiques. Pour ces raisons, il conclut qu'il était irresponsable de conseiller aux gouvernements d'adopter des législations contre le CO2. L'ancien ministre de la recherche vient d'ailleurs de publier un livre sur la question intitulé *Ma vérité sur la planète*.

Durant la séance à huit clos le débat a opposé huit scientifiques. Le professeur Bard y a été contraint de reconnaître que l'augmentation du CO2 est le résultat, pas la cause, du réchauffement global. Au cours de la session publique, deux géochimistes proches d'Allègre, Vincent Courtillot et Jean Louis Le Mouél, de l'Institut de physique du globe, ont affronté deux climatologues proches des thèses de Gore :

Herve le Treut (Laboratoire de météorologie dynamique) et le professeur Edouard Bard du Collège de France. A la fin de cette séance, Vincent Courtillot a plaidé pour que le point de vue largement minoritaire qu'il défend actuellement puisse s'exprimer sans contraintes.

L'affrontement a aussi été dur à la conférence du GIEC du 2 au 6 avril, où les délégations devaient se mettre d'accord sur les formulations du rapport sur le changement climatique. Les protestations fusaient, certains participants ont quitté la salle ou même l'organisation, la résistance des délégations chinoise, russe et américaine les ayant obligés à supprimer certaines conditions exagérées.

Tard dans la soirée de la dernière journée, bien après la conclusion prévue des discussions, l'un des présidents du GIEC de l'université d'East Anglia, Martin Parry, a tenté de faire insérer dans le rapport quelques passages du Rapport Stern, du nom du conseiller de Tony Blair, Nicholas Stern. Le 30 janvier dernier, une réunion de l'Union africaine à Addis Abeba avait rejeté Nicholas Stern et son rapport en raison de ses implications racistes. Le président ougandais Yoweri Museveni a qualifié le tout d'«*acte d'agression contre le peuple africain par le monde développé*». Les présidents de Burkina Faso et du Nigéria ont également accueilli ses propos avec une hostilité ouverte. En tout cas, à la conférence du GIEC, «*les États-Unis, l'Arabie saoudite et la Chine se sont opposés*» à la tentative de Parry d'inclure des références au rapport Stern. Après une longue bagarre, Martin Parry et sa faction ont dû accepter la défaite.

Lyndon LaRouche a commenté que les travaux du GIEC sont une «*imposture statistique pseudo-scientifique*» destinée à faire passer en douce «*une dictature de la mondialisation fasciste et pro-verte*».

Le Dr Vincent Gray, le seul expert néozélandais ayant participé au contrôle de tous les rapports du GIEC ne mâche pas ses mots : «*Il n'existe pas de preuves scientifiques de toutes ces «projections» et «évaluations».*» Il devrait être évident, dit-il, «*qu'elles sont ridicules*». ●

Interview avec Paul Driessen

L'Afrique condamnée par la politique «environnementaliste»



Paul Driessen* est un spécialiste de l'environnement et des questions énergétiques a récemment été cité dans *The Great Global Warming Swindle*, un documentaire britannique qui conteste les théories du GIEC. Il s'est entretenu le 26 mars avec Wesley Irwin, du Mouvement des jeunes larouchistes (LYM) aux Etats-Unis.

Vous êtes membre de différents instituts publics qui s'intéressent à l'énergie, à l'environnement et au développement économique, et ancien membre du [très conservateur] Sierra Club et de Zero Population Growth [Croissance démographique zéro]. Clairement, votre point de vue a considérablement changé. Pourquoi ?

Pour résumer, parce que je me suis progressivement rendu compte que ces groupes déformaient les faits et faisaient peu ou pas attention aux effets de leurs politiques sur les gens. Leur agenda était prioritaire. Prenons le cas du DDT par exemple. Environnemental Defense, le Sierra Club et d'autres groupes savaient que les études scientifiques n'étaient pas leurs arguments sur les effets toxiques du DDT sur les coquilles d'oeuf, les aigles et les gens. Ils savaient que l'interdiction du DDT provoquerait la mort de millions de gens à cause de la malaria. Pourtant, à ce jour, on trouve encore sur leurs sites des affirmations farfelues sur ce produit chimique qui sauve des vies.

Certaines études concluent que le DDT peut être «lié» à un faible poids chez les nouveaux-nés ou à un problème de lactation chez les mères allaitantes – comme si ces risques éventuels étaient plus graves que le risque réel que courent la mère et l'enfant de mourir du paludisme, alors que le DDT pourrait l'empêcher.

A maintes reprises, j'ai pris le Sierra Club, Greenpeace et d'autres, la main dans le sac à affirmer des choses inexacts ou malhonnêtes. Ils prétendaient que des photographies prises quelque part provenaient d'un autre endroit ; ils publiaient un gros plan d'un site de forage montrant des arbres abattus et le terrain rasé, alors qu'il s'agissait en fait d'un petit hectare sur un terrain d'un millier. Ou encore un endroit qu'ils présentaient comme une saignée dévastatrice avait en fait brûlé suite à un feu incontrôlé de campeurs. (...)

Même informés de l'inexactitude de leurs affirmations, ils refusaient de changer. Leurs mensonges se propageaient plus vite que la vérité. Ils ont toujours dans le collimateur une société pétrolière, minière ou d'abattage forestier pour attirer les contributions et faire avancer leur campagne anti-industrie et anti-investissement étranger. Ils ne se laissent pas influencer par les faits ni par les aspirations des gens à une vie meilleure.

* Paul Driessen est conseiller du Congrès pour l'équité raciale (CORE), collaborateur du Committee for a Constructive Tomorrow et auteur du livre *Eco-imperialism: Green Power, Black Death* (Bellevue, Washington, Merril Press, 2003).

Le directeur du Sierra Club chargé du programme des aires sauvages au Colorado m'a confié que le véritable objectif du classement en zones protégées était de supprimer la possibilité de développer l'énergie et les ressources minières. Les Américains consomment trop et ne vont pas changer de plein gré, dit-il, par conséquent nous devons interdire à l'exploitation les endroits où se trouvent les minéraux.

Ces groupes affichent une incroyable indifférence envers les droits, les aspirations et même la vie des plus pauvres de la Terre. Ils dénoncent constamment les prétendus risques dus aux produits chimiques, combustibles fossiles et biotechnologies – sans jamais mentionner les risques bien plus graves que ces mêmes techniques éliminent ni les vies qu'elles permettent de sauver. Pourtant, ils sont exonérés d'impôts et recueillent des milliards de dollars de dons de la part de fondations et même d'organismes officiels pour promouvoir leur programme et leurs mensonges.

En une semaine, Al Gore consomme plus d'électricité que 25 millions d'Ougandais en un an.

Le mépris que ces groupes affichent pour les pauvres, notamment ceux de couleur, dans les pays en voie de développement, est effroyable. Ils ne se sont jamais excusés du nombre de morts dues à leur politique contre le DDT, ni même admis qu'ils avaient tort ou offert des compensations aux familles des victimes.

Lorsque j'étais membre de Croissance démographique zéro, on était assez préoccupé par la «bombe démographique», puis j'ai commencé à lire d'autres auteurs, comme Julian Simon, qui posaient des questions auxquelles Paul Ehrlich [l'auteur de *The Population Bomb*] et d'autres environnementalistes étaient incapables de répondre. Je me suis rendu compte qu'il y avait des objectifs écologistes qui me gênaient beaucoup : le maintien des pauvres dans la pauvreté, la promotion de politiques anti-développement. (...)

Jacques-Yves Cousteau a dit qu'il fallait trouver le moyen d'«éliminer» 350 000 personnes par jour afin de stabiliser la démographie mondiale, et le prince Philip a affirmé qu'il voulait être réincarné comme virus particulièrement mortel pour réduire la population de la Terre. Alexander King, co-fondateur du Club de Rome, écrivait qu'il s'opposait au DDT principalement parce qu'il a considérablement contribué au

problème démographique». Quant à l'ancien président du Sierra Club, Mike McCloskey, il déplorait qu'en utilisant le DDT, nous réduisions le taux de mortalité dans les pays sous-développés sans tenir compte des moyens de soutenir l'augmentation démographique.

Ce genre de chose m'a dégoûté.

INTERDIRE LE DDT : UNE DÉCISION DE RICHES

Vous travaillez aussi avec le Congress of Racial Equality. Dans le cas du prince Philip, l'Executive Intelligence Review a publié un rapport montrant qu'une bonne partie des «zones protégées» en Afrique sont en fait contrôlées par le World Wildlife Fund de manière à exercer un contrôle stratégique sur les matières premières et les ressources naturelles, au lieu de laisser les populations locales en disposer. Voyez-vous d'autres tendances à imposer la limitation des naissances ou même une dépopulation en fonction de critères racistes ?

Ils sont rarement aussi francs que l'ont été Ehrlich, Cousteau ou le prince Philip dans le passé. Mais le mouvement environnementaliste défend des programmes qui ne passeraient jamais au Canada, en Australie, aux Etats-Unis ou en Europe s'ils causaient seulement une dizaine de morts. Ils veulent arrêter l'utilisation de cultures génétiquement modifiées (GM) dans les pays pauvres où la nutrition est, au mieux, défaillante, où les gens sont affamés. Des cultures GM pousseraient mieux, seraient plus résistantes aux insectes et aux maladies et nécessiteraient moins d'eau et de pesticides. Même sans les méthodes agricoles modernes que nous utilisons, des récoltes biotechnologiques peuvent faire une différence énorme.

Or le Sierra Club et Greenpeace ont lancé des campagnes mensongères à propos des dangers représentés par les produits alimentaires GM, affirmant que si les pauvres paysans utilisent des organismes GM (ou du DDT pour arrêter le paludisme), toutes leurs exportations vers l'Europe seront interdites. D'autre part, dans l'Union européenne, ils utilisent leur muscle politique pour répandre la paranoïa sur les dangers du DDT, des aliments GM, etc.

Je crois pourtant que nous assistons à un changement d'attitude dans ces pays. Des agriculteurs sud-africains, par exemple, ont planté du maïs Bt et leurs récoltes ont plus que décuplé, ils gagnent de l'argent pour la première fois et peuvent se lancer dans d'autres cultures, jusque-là trop onéreuses. Ils ont aussi réduit considérablement l'utilisation d'eau et de pesticides.

Cependant, les pressions contre ces produits sont immenses. On n'a obtenu l'interdiction du DDT qu'après que le paludisme fut éradiqué en Europe et aux Etats-Unis. C'est seulement alors qu'environnementalistes, hommes politiques et régulateurs commencèrent à se préoccuper de choses dont seuls les habitants de pays riches et en bonne santé ont le loisir de se préoccuper. Ils ont exporté leurs obsessions en les faisant figurer dans des traités internationaux et des accords commerciaux. Ils ont même essayé d'interdire complètement le DDT dans le domaine de la santé et c'est

seulement à cause d'Amir Attaran et d'une poignée d'activistes de la santé que le DDT est resté disponible pour la lutte contre la maladie.

Les Verts extrémistes le combattent encore aujourd'hui, bien qu'il ait été approuvé par l'Agence américaine du développement international et par l'OMS, et bien qu'il ait été démontré de façon répétée que ce produit chimique n'est pas dangereux pour l'homme ni pour l'environnement. Il fait ce qu'aucun autre produit chimique, quel qu'en soit le prix, ne peut faire : il empêche 90 % des moustiques de pénétrer dans un logement dans les six à douze mois suivant une seule pulvérisation et empêche de piquer ceux qui y sont arrivés.

Les pays commencent donc à réutiliser du DDT pour pulvériser les murs. Ils se disent : «Nous ne nous faisons aucun souci pour les risques improbables découlant du DDT, mais nous sommes préoccupés par les 3000 enfants qui meurent chaque jour de malaria. Pourquoi voulez-vous que nous nous préoccupions d'une «faible lactation» tout à fait aléatoire alors que vous ne disposez d'aucunes preuves scientifiques et vous contentez d'affirmations farfelues?»

On arrive alors à un autre sujet que j'ai soulevé dans mes écrits : l'électricité. En Afrique sub-saharienne, près de 95 % des gens n'ont pas d'électricité. En une semaine, Al Gore en consomme plus que 25 millions d'Ougandais en un an ! Pourtant, les Verts extrémistes se battent contre tout mode de génération électrique, à part les générateurs les plus inefficaces. Rainforest Action Network et d'autres activistes interviennent constamment auprès des banques et des entreprises du bâtiment pour qu'elles ne construisent pas de centrales à charbon ou

seulement à cause d'Amir Attaran et d'une poignée d'activistes de la santé que le DDT est resté disponible pour la lutte contre la maladie.

«cancer» pour la planète, que nous ne faisons pas vraiment partie de l'éco-système, que nous perturbons tellement les cycles planétaires naturels qu'il faudrait limiter notre nombre, notre influence et notre portée. Pourtant, je n'en ai pas vu beaucoup dans le mouvement écologique, que ce soit Al Gore ou une star de Hollywood ou du Conseil pour la défense des ressources naturelles, qui soient prêts à aller vivre un mois ou deux dans une hutte de terre en Afrique. Certains de mes amis d'Afrique du Sud ont proposé de financer un séjour pour Drew Barrymore, Cameron Diaz et leur équipe, à Tripin, dans une hutte typique au milieu de la brousse, où ils pourraient vivre le charmant style de vie indigène qu'ils louent et veulent perpétuer. Ils pourraient vivre sans lumière ni réfrigération, boire la même eau sale, pleine de parasites et de bactéries, se passer de répulsifs et de DDT et lutter toute la nuit contre les moustiques porteurs de paludisme. S'ils tombent malades, ils pourront faire à pied, comme les indigènes, les trente kilomètres les séparant de la clinique la plus proche, en espérant que l'infirmière ait autre chose que de la chloroquine pour les soigner. S'ils survivent, ils en seront peut-être changés pour la vie.

Je ne vois pas de volontaire pour faire cela, même pendant un mois. Mais ils sont tout contents de condamner les autres à cet état de pauvreté permanente.

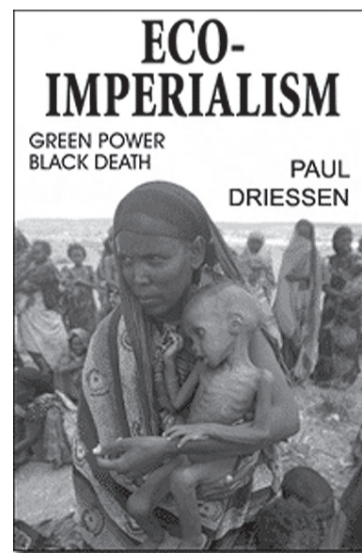
Comme le dit mon amie June Arunga au Kenya, «style de vie indigène» veut dire pauvreté indigène, malnutrition indigène, maladie indigène et mortalité infantile. Effectivement, si on n'a pas les technologies modernes, la durée de vie est réduite de moitié.

Il y a aussi des gens qui ne font pas partie de la clique hollywoodienne ou de la petite tranche supérieure de revenus (comme Al Gore), qui pensent que nous devrions développer l'Afrique avec des technologies «intelligentes». Ils se demandent : «Ne pourrions-nous pas mettre un panneau solaire sur chaque hutte et donner des éoliennes à l'Afrique ?». Depuis le témoignage de Gore au Congrès la semaine dernière, il y a certainement des gens qui vont le proposer pour les Etats-Unis. Qu'en pensez-vous ?

Réfléchissez un peu : 95 % des Africains n'ont pas d'électricité. Ce serait déjà une amélioration d'avoir un petit panneau solaire sur une hutte ou une éolienne dans le village. Mais cela revient à leur dire qu'ils ne peuvent avoir l'électricité qu'à une échelle minimale. Pas assez pour une maison moderne, ou un hôpital, un bureau ou une école, ou pour toute la société. Avec un panneau solaire, on aurait peut-être assez de courant pour deux lampes, ou un tout petit frigo et un réchaud – mais c'est tout !

Et cela ne marcherait que par temps ensoleillé. On pourrait avoir une batterie de secours, mais le coût pour les deux, panneau solaire et batterie, va se monter à environ 1500 dollars par hutte. Les éoliennes coûtent cher aussi.

Enfin, imaginez que vous êtes allongé sur une table d'opération et que le vent cesse de souffler ou le



à gaz dans les pays en voie de développement. Les Amis de la Terre et l'International Rivers Network s'opposent aux projets hydroélectriques comme le barrage Bujagali en Ouganda, parce qu'il va déranger les kayakistes, tandis que Greenpeace et le Sierra Club diabolisent l'énergie nucléaire.

L'argument qu'on entend souvent, c'est qu'en changeant la nature, l'homme perturbe les processus naturels de la planète, comme s'il n'était pas naturel pour nous d'utiliser des innovations pour changer la biosphère.

Oui, c'est en partie ce qu'ils disent. Mais ils vont bien plus loin, en esti-

Jardinage et eugénisme

Al Gore cultive le racisme botanique

Lorsqu'il était vice-président des Etats-Unis, Al Gore résidait dans une villa du parc de l'Observatoire naval américain. A l'époque, il se lança dans la restauration des terres, notamment les jardins et la forêt. Selon un article consacré à ce projet, paru alors qu'il était candidat présidentiel démocrate, en 2000 : «Gore a restauré l'abondante diversité et la riche beauté de sa propre arrière-cour en extirpant la végétation exotique en faveur de plantes indigènes.» (www.homegarden.move.com). Traitant les plantes comme s'il s'agissait d'étrangers indésirables, sur ordre de Gore, les jardiniers «arrachèrent toutes les plantes exotiques», y compris des immigrés «envahissants» comme le lierre anglais et l'alliaire en provenance d'Europe, ou encore le kudzu japonais.

Dans l'intérêt qu'Al Gore porte au jardinage, on retrouve les mêmes relents fascistes que dans sa croisade frauduleuse contre le CO2.

Deux professeurs allemands de jardinage et d'aménagement paysagiste, Gert Gröning et Joachim Wolschke-Bulmahn*, ont publié des articles bien documentés montrant que la recherche de la pureté écologique des jardins dits «naturels» ou «écologiques», sans plantes «exotiques», puise ses racines dans le romantisme du sol et du sang qui constitua le fondement idéologique du mouvement nazi. Des promoteurs de «jardins naturels», au début du siècle et plus tard, pendant la période nazie, étaient directement impliqués dans l'élaboration du «Generalplan Ost» (plan général pour l'Est), visant à éliminer les Polonais, les Slaves et bien sûr les Juifs, des territoires capturés, afin de restaurer un paysage germanique «naturel» pour les colons allemands.

Outre l'élimination de tous les citoyens non-allemands, toutes les plantes étrangères devaient être arrachées et remplacées par des plantes dites à l'époque «indigènes».

Ceux qui, dans les années 1970 et 1980, ont relancé l'idée des jardins écologiques, dans le cadre de l'essor du mouvement Vert, se sont explicitement inspirés des jardiniers nazis ayant collaboré à ce Plan général, se gardant bien, toutefois, de mentionner leur idéologie raciste et nazie, tout comme leur adhésion officielle au parti nazi. Les deux auteurs n'ont pas trouvé d'éditeur en Allemagne pour publier leurs travaux, mais les articles qui sont parus aux Etats-Unis ont provoqué un tollé dans la profession.

En 1936, l'architecte-paysager Albert Kraemer déplorait que les Allemands «manquent encore de jardins spécifiques à la race, ayant leurs origines dans la nationalité et le paysage, dans le sang et le sol». Selon Wolschke-Bulmahn et Gröning, à l'époque nazie, une équipe de botanistes saxons comparait «leur lutte contre les plantes étrangères à celle de l'Allemagne nazie contre d'autres nationalités,

notamment «la peste du bolchevisme». L'équipe appelait à une «guerre d'extermination» contre l'impatiens parviflora, petite plante qui pousse dans des endroits peu ombreux des forêts.»

A la recherche de la «bonté écologique», certains «jardiniers naturels» modernes n'hésitent pas à citer leurs prédécesseurs nazis, tel Willy Lange, qui opposait les jardins géométriques des «races mixtes de la Méditerranée» au jardin naturel de «la race nordique originalement unifiée au nord des Alpes»; ou encore HF Wieping-Jurgensmann, qui contribua à rédiger un texte de loi pour le Troisième Reich en 1944 : «Seule l'existence d'un environnement spécifique à la race (...) induit en nous les meilleures forces créatrices». Pendant la période nazie, il collaborait avec Konrad Meyer, un professeur d'agronomie et membre des SS qui dirigeait la commission chargée du Generalplan Ost.

Par contre, le grand naturaliste et humaniste Alexandre de Humboldt

avait une approche diamétralement opposée de la nature, et c'est celle qui a prévalu pour le plus grand bien de nos sociétés. Grand explorateur et chercheur passionné, Humboldt se félicitait de la capacité de l'homme de «créer une partie des plaisirs de la nature presque partout où il se sent menacé par la privation, au moyen de la culture de plantes exotiques, de la magie de tableaux de paysages, et par le pouvoir de paroles stimulantes, [plaisirs] autrement accordés par des expériences réelles lors de voyages lointains, souvent dangereux, à l'intérieur de continents».

* Joachim Wolschke Bulmahn : *The Search for «Ecological Goodness» among Garden Historians*; Gert Gröning et Joachim Wolschke Bulmahn : *The Native Plant Enthusiasm : Ecological Panacea or Xenophobia*; Gert Gröning : *Ideological Aspects of Nature Garden Concepts in Late Twentieth Century Germany*.

...L'Afrique condamnée

Suite de la page 8

Soleil de briller... Il est impossible de fournir suffisamment d'électricité bon marché et fiable à partir de ces ressources dites renouvelables.

LA FRAUDE DU CO2

Ceci m'amène à ce que nous appelons la «grande arnaque du réchauffement climatique», ou l'«escroquerie d'Al Gore». A propos de Gore, que pensez-vous de sa thèse selon laquelle les émissions de CO2 produites par l'homme vont provoquer une montée de six mètres du niveau de la mer, noyant Manhattan et provoquant des ouragans comme Katrina, capables d'anéantir la vie telle que nous la connaissons sur Terre ?

Je pense que tout ceci est ridicule. Même les alarmistes de l'ONU n'avaient pas cette hystérie. Leur dernier rapport indique que le scénario le plus probable serait une montée de 45 centimètres au cours du siècle à venir. Certes, nous constatons un certain réchauffement, et dans certains endroits, les êtres humains peuvent avoir un certain effet sur la météorologie locale, mais affirmer que le dioxyde de carbone produit par les hommes en est responsable est de la foutaise.

Quelle en est la cause, d'après vous ?

Revenons un peu en arrière. La quantité de CO2 dans l'atmosphère est de 0,05 %, soit minime, et moins d'un vingtième de ce pourcentage est dû à l'homme. Le reste vient de la décomposition des plantes et des océans.

Plus important encore, Al Gore a inversé la théorie. Il prétend que l'augmentation du CO2 serait à l'origine du radoucissement des températures planétaires. En réalité, selon les données provenant des carottes glaciaires et d'autres indications remontant à des milliers d'années, la planète se réchauffe d'abord, et ce n'est qu'après – 400 à 800 ans plus tard – que la quantité de gaz carbonique augmente. Lorsque les océans

se réchauffent sous l'effet de différentes forces naturelles, ils ne peuvent plus contenir autant de CO2 et relâchent par conséquent une partie de leurs «stocks» dans l'atmosphère.

Même Gore a dû admettre, en réponse à une question pendant son témoignage, que les augmentations de CO2 ont parfois été précédées par des hausses de température. D'ailleurs, le graphique qu'il utilise dans ses présentations, celui montré dans le film *The Great Global Warming Swindle*, montre ce décalage.

Donc la cause de l'augmentation du CO2 est ailleurs ?

Elle est causée par un réchauffement climatique dû à différentes forces naturelles. La variation du rayonnement solaire modifie la quantité de chaleur atteignant la Terre. La modification du niveau de rayons cosmiques provenant du Soleil influe sur la formation de nuages et, par conséquent, sur la quantité de rayons solaires atteignant la surface de la Terre. En outre, l'angle de l'axe terrestre et l'orbite terrestre changent au fil des siècles. Et l'atmosphère et les océans sont dynamiques et turbulents, et changent aussi de leur côté.

Toutes ces forces se combinent d'une manière que nous ne connaissons pas encore très bien (comme pourraient vous l'expliquer de vrais climatologues comme Dick Lindzen) et le résultat est un climat en changement constant, avec un apport limité des êtres humains.

Mais Al Gore – le fondamentaliste passionné qui a bien répété sa leçon, qui jouit d'amis et de protecteurs à Hollywood et au Congrès – répète que nous sommes au bord d'un cataclysme climatique dû à ces mêmes technologies qui améliorent et enrichissent notre vie.

En réalité, même si nous devons faire une bêtise aussi énorme que celle que propose Al Gore, à savoir interdire la construction de nouvelles centrales à charbon aux Etats-Unis, cela ne ferait aucune différence. D'ici un an ou deux, selon les experts, la Chine va devancer les Etats-Unis pour deve-



Opération sanitaire contre le paludisme au Mali, maladie qui tue 3000 enfants par jour en Afrique.

nir le plus grand émetteur de CO2 au monde, et je ne vais certainement pas demander à la Chine ni à l'Inde, ni à un quelconque autre pays pauvre de renoncer à une vie meilleure, même si cela implique plus de gaz carbonique.

Il a été démontré de façon répétée que le DDT n'est pas dangereux pour l'homme ni pour l'environnement.

En outre, le gaz carbonique n'est pas un produit polluant, mais une source de nutrition pour les plantes. Je suis convaincu que les niveaux de CO2 dans l'atmosphère ne sont pas la cause du changement climatique. Le Soleil et d'autres forces naturelles déterminent les cycles climatiques depuis des millions d'années. Ils n'ont pas soudainement pris des vacances parce que nous avons commencé à brûler des combustibles fossiles.

L'HYPOCRISIE DE GORE

Al Gore serait encore plus extrémiste que les autres alarmistes ?

C'est exact. Toutes sortes d'éco-

logistes, d'hommes politiques et de chercheurs en quête de subventions parlent de catastrophes climatiques qui sont grossièrement exagérées. Mais aucun climatologue n'en parle; même le GIEC a réduit ses prévisions sur les hausses de température et du niveau de la mer.

De plus, il est difficile de croire qu'Al Gore croit en sa propre rhétorique. Il consomme des quantités immenses d'électricité et de gaz naturel – vingt fois plus que l'Américain moyen – et refuse de réduire sa consommation. Il vole d'un bout à l'autre de la planète, souvent dans des avions privés, produisant des gaz à effets de serre. Lorsque le sénateur Jim Inhofe lui a demandé de s'engager à ne pas consommer plus d'énergie que l'Américain moyen, il a refusé. Mais il veut que l'Afrique se contente d'énergie solaire et éolienne.

Al Gore est également PDG d'un fonds financier créé en 2004, qui devrait faire des profits immenses avec les «swaps de carbone» et la spéculation financière sur ces produits, s'ils sont adoptés à l'échelle internationale.

C'est exactement cela. De manière générale, il faut suivre la piste de l'argent. C'est vrai pour Al Gore, pour les organisations écologistes, pour les chercheurs qui vont obtenir des milliards de dollars de subventions de la part des gouvernements américain, canadien et de l'UE, ainsi que des Nations unies, etc. S'ils commencent à reprendre

les arguments des sceptiques de la catastrophe climatique, ils vont perdre cet argent.

Quant à Al Gore, non seulement sa société va encaisser des millions de dollars en échangeant ces droits d'émission de CO2, mais lui-même jouit de crédits d'émission gratuits de sa société, sans même avoir à les acheter! Et il n'a commencé à les utiliser que cette année, peu avant la sortie de son film!

Gore appelle à l'interdiction de la lampe incandescente et à une réduction de 90 % des émissions de carbone. Il veut établir un genre de «Connie Mae» pour la conservation de l'énergie et les droits d'émission de CO2. Il semble qu'il propose une nouvelle bulle financière au moment où la bulle immobilière est sur le point d'éclater et que l'instabilité financière dans ce secteur s'aggrave.

A un certain niveau, je suis favorable à de petits gestes que les gens pourraient vouloir faire. S'ils veulent changer d'ampoules, très bien. Cela ne fera pas beaucoup de différence, mais pourquoi pas?

Ce qui me gêne, c'est lorsque le gouvernement l'impose. Cela bafoue la liberté individuelle et donne aux bureaucrates et aux activistes verts la responsabilité de nos décisions énergétiques et économiques. Cela veut dire aussi que le gouvernement subventionne certains secteurs qui ont la cote politique, ou simplement des entreprises qui ont des lobbies plus compétents – aux dépens des autres. Autrement dit, le lobbyiste d'une société devient plus important que son secteur de recherche-et-développement.

En outre, et c'est là où le bât blesse : actuellement, aux Etats-Unis, environ 80 % de notre énergie vient de combustibles fossiles et 53 % de centrales à charbon. Al Gore propose que nous réduisons nos émissions de CO2 de 90 % au cours des 30 à 40 prochaines années; j'avoue que je ne comprends pas comment il pense y arriver sans détruire notre économie et appauvrir nos familles. De plus, même si nous y parvenons, les émissions mondiales ne se réduiront pas pour autant.

Qui sommes-nous ?

Réponses à vos questions

Qui êtes-vous et quelles sont vos actions ?

Dès 1976, notre inspirateur, l'économiste et polémiste américain Lyndon LaRouche, a été candidat à chaque élection présidentielle américaine. Calomnié et injustement condamné à quinze ans de prison (dont cinq effectives), certains le surnomment le « Mandela américain ». Lors de la dernière élection, LaRouche a appelé à voter contre Bush et pour Kerry, qu'il a convaincu de défendre une perspective rooseveltienne. Chose que Kerry a fini par faire, mais trop peu et trop tard.

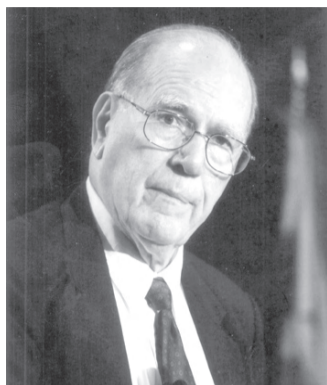
En France, avec très peu de moyens, la candidature présidentielle de « l'énarque dissident » Jacques Cheminade en 1995 (556 parrainages, 0,27 %, 80.000 voix) et son effort de 2002 (406 parrainages) partaient de la même démarche : urgente nécessité d'un nouveau système financier international (un « nouveau Bretton Woods ») redonnant à l'homme les infrastructures et les moyens d'une culture de la découverte. Depuis six ans, notre mouvement s'est enrichi d'une section de jeunes connue sous le nom de LaRouche Youth Movement (LYM), animée d'une volonté et d'un dynamisme à toute épreuve. Nous avons ainsi saisi l'occasion du grand débat sur le traité constitutionnel européen afin de présenter nos propositions pour une autre Europe. Toujours dans l'Hexagone, un mouvement de candidats se structure en vue des législatives de 2007. Leurs campagnes sur le terrain feront de la candidature présidentielle de Cheminade une option pour les Français.

Vous vous dites un mouvement de résistance, mais vous résistez à quoi ?

Nous résistons à un retour du fascisme aux Etats-Unis et en Europe. Comme au cours des années 20, une politique de destruction financière précède son apparition politique. Nous organisons la Résistance avant. Nous avons aussi combattu aux Etats-Unis les politiques de démantèlement industriel et en Allemagne, organisé les marches du lundi contre l'austérité.

Comment ça ?

Derrière les labels de « rigueur budgétaire », de « crise économique » ou de « choc de civilisations » et de « guerre contre le terrorisme » se cache, partout dans le monde, une volonté génocidaire à l'encontre d'une partie importante de la population mondiale, considérée comme du gibier ou du bétail en surnombre. Les idéologues de la mondialisation (sous l'influence de Malthus, de Russell ou du Club de Rome) sont convaincus qu'une réduction de population s'impose pour maximaliser les chances des plus forts par rapport aux ressources disponibles



Lyndon LaRouche, économiste et polémiste américain, ancien candidat à l'investiture démocrate pour la présidentielle de 2004.



Jacques Cheminade, candidat à la présidentielle de 1995 et de nouveau en 2007.



La chorale du LYM (LaRouche Youth Movement).

mesures on peut construire un monde meilleur.

Par des décisions politiques volontaristes (crédit d'Etat à long terme et à faible taux d'intérêt émis par une banque nationale sous contrôle gouvernemental, grands travaux d'infrastructures, protectionnisme altruiste, éducation et santé de qualité pour tous, etc.), ils ont su jeter les bases productives permettant aux générations futures de mener des vies moins idiotes, plus créatrices, donc plus belles et plus utiles. Il faut reprendre leur exemple en allant plus loin.

Ce sont de belles idées, mais si utopiques... Et encore moins un programme politique !

mais limitées. Vous l'avez compris, ils veulent étendre à l'échelle planétaire le concept d'espace vital et d'hygiène raciale de l'aristocratie anglo-saxonne, que l'hitlérisme poussa à son stade extrême.

Vous prétendez donc qu'on capitule devant une nouvelle forme de fascisme ?

De droite, de gauche, du centre ou aux extrêmes, les forces politiques existantes se sont soit ralliées à la gestion « raisonnable » d'une mondialisation financière néo-libérale, soit la condamnant mais sans alternative cohérente. Il est impossible de remettre le dentifrice dans le tube, nous dit-on. Face à une « réussite » si catastrophique, l'histoire humaine a toujours montré qu'on peut faire quelque chose. Cependant, l'effondrement du système économique et financier international n'est-il pas la conséquence des politiques de l'oligarchie ? A nous autres donc, non seulement d'être l'âme d'une résistance hardie, mais surtout de proposer une alternative et d'inspirer les forces qui assureront sa mise en œuvre.

Vous êtes donc des « altermondialistes » ?

Jean-Baptiste Colbert, le président américain Franklin Delano Roosevelt, avec sa politique du *New Deal*, et de Gaulle, avec la planification indicative française d'après-guerre ont non seulement prouvé qu'on pouvait remettre le dentifrice dans le tube, mais aussi qu'avec leurs

Les propositions économiques de Solidarité & Progrès

Après les crises asiatique (1997), russe (1998), argentine (1998-2001), ce sont les grandes locomotives financières du monde, les Etats-Unis, l'Europe et le Japon, qui n'arrivent plus à sortir de l'endettement et des déficits. Les chiffres de la croissance sont revus à la baisse pratiquement toutes les semaines et le chômage grimpe à nouveau. La réalité est que le système monétaire international est désormais entré dans une crise systémique. Face à une crise financière dont l'ampleur dépassera celle de 1929/1930, nous nous battons pour que les mesures suivantes soient adoptées de toute urgence :

- Les Etats doivent convoquer une nouvelle conférence du type de celle de Bretton Woods pour créer un nouveau système financier et monétaire. Les Etats doivent mettre un terme à la loi du plus fort prévalant sur les marchés internationaux et rétablir des lois, des règles et une reprise du contrôle, par les Etats responsables, de l'émission de monnaie et de crédit. Il faut recréer une Banque nationale, sous contrôle politique.
- Le paiement de toutes les créances existantes aujourd'hui – plusieurs dizaines de fois le montant cumulé des PIB de tous les pays du monde – est devenu impossible. Il faut donc mettre en règlement judiciaire systématique les agents financiers surendettés et éliminer, en particulier, la « bulle » des produits financiers dérivés.
- Il faut ensuite revenir à une « régulation » permettant d'établir une parité stable entre monnaies et une convertibilité limitée, un contrôle des changes et des mouvements de capitaux, un contrôle des échanges commerciaux et une mise en place de mesures protectionnistes pour les industries naissantes et contre les pratiques de dumping.
- On doit faire en sorte que la monnaie et le crédit s'orientent vers le financement de l'infrastructure, de la production et du travail. Suivant une démarche comparable à celle du plan Marshall, des crédits à long terme et à faible taux d'intérêt doivent être émis par les Etats et favoriser une stratégie de grands travaux Est-Ouest et Nord-Sud.
- En cas de krach, il faut sauver l'économie réelle, c'est-à-dire l'éducation nationale, la santé publique, la recherche et développement, l'épargne populaire, les infrastructures et les biens de production et de consommation.

Seul un retour aux conceptions économiques qui, de Franklin Roosevelt à Charles de Gaulle, ont inspiré les politiques de croissance forte d'après-guerre, nous permettra d'éviter la dépression et de créer une nouvelle ère de croissance.

L'utopie serait de croire qu'on puisse survivre individuellement ou en tant que civilisation sans corriger les erreurs des trois dernières décennies. Cependant, pour que les idées justes ne restent pas de doux rêves, il faut mener un combat. Ce combat, nous ne le gagnerons pas avec un programme préétabli, mais avec un projet politique mobilisateur.

Vous me semblez hanté par une vision assez noire et quelque peu conspirationniste de l'histoire.

N'ayez pas peur ! Votre question cache peut-être la crainte d'apparaître auprès de votre entourage, ou de l'idée que vous vous en faites, comme « ridicule », « fou », « sectaire » ou « extrémiste ».

Dans les années trente, nombreux furent ceux qui n'ont pas voulu voir la gravité de la situation. Avant 1938, très peu furent capables d'imaginer que le régime hitlérien risquait de conduire le monde à une guerre mondiale. Aujourd'hui, cela crève les yeux que nous sommes arrivés à un moment tout aussi décisif. Il n'est pire aveugle que celui qui refuse de voir.

Je crois savoir que l'histoire ne se répète jamais et que ce qui fut valable hier ne l'est pas forcément aujourd'hui.

L'homme qui refuse de tirer les leçons de l'histoire se condamne à répéter les mêmes erreurs.

Que peut-on faire ?

Un adulte non infantilisé, qui veut intervenir dans l'histoire, doit se doter d'un double

courage, qualité qui le met souvent en dissonance avec son entourage immédiat. Il doit d'abord accepter la réalité de la situation et ses conséquences prévisibles. Ensuite, dans sa vie personnelle et publique il doit agir sur cette vérité comme « pour de vrai ». Pour la plupart de nos concitoyens infantilisés par une culture du mensonge et donc de l'irresponsabilité érigée en valeur, rien de plus insoutenable qu'une vérité, quelle qu'elle soit.

Ainsi en 1936, les hommes et femmes de diverses nationalités qui s'engagèrent dans les brigades internationales pour combattre le fascisme en Espagne passaient pour des fous ou des illuminés. Ceux qui partirent à Londres en 1940 et 1942 subirent les mêmes accusations.

Entendre raison n'est pas faire ce qui est « raisonnable », mais entreprendre joyeusement ce que dicte la nécessité devant l'histoire. Jaurès, de Gaulle, Jeanne d'Arc, Rabelais ont su le faire. Vous le pouvez aussi.

Ne soyez pas l'un de ces possédants, toujours possédés par ce qu'ils possèdent, qui ne rejoignent jamais la France libre !

Cinq choses à faire aujourd'hui pour amplifier et étendre la bataille :

- 1 Appeler une de nos antennes pour nous rencontrer ou assister à un débat.
- 2 Abonnez-vous à *Nouvelle Solidarité*.
- 3 Devenez membre de *Solidarité et Progrès*.
- 4 Envoyez-nous une liste de noms de personnes à contacter de votre part.
- 5 Participez à une action militante, signalez nous vos disponibilités !

Pour nous contacter :

www.solidariteetprogres.org - www.cheminade2007.org - www.lymfrance.org - www.larouchepac.com

PARIS - Solidarité & Progrès - Tél. 01 76 69 14 50 - Fax. 01 47 39 05 80 - postmaster@solidariteetprogres.org

RHÔNE-ALPES - Solidarité & Progrès - BP 1049 69201 Lyon cedex 01 T : 06 20 88 97 32 - solidariteprogres.ra@free.fr

BRETAGNE - Solidarité & Progrès - Tél. : 06 26 84 23 91 / 06 18 36 48 95 - solidariteetprogres35@hotmail.com

L'Inde a besoin de réacteurs à thorium



Le centre de recherches atomiques Bhabha à Trombay, en Inde, est fier de ses accomplissements.

Un projet prometteur est à l'étude entre l'Inde et la Russie, portant sur la mise au point de petits réacteurs hermétiques à thorium pour de multiples usages.

ENERGIE ET DESSALEMENT

Ramtanu Maitra

Le principal intéressé par ce projet est l'Inde, qui manque cruellement d'énergie bien qu'elle ait bouclé le cycle complet du combustible nucléaire, y compris le cycle du thorium, et qui, en outre, possède de faibles réserves d'uranium, mais peut-être les plus importantes réserves de thorium au monde.

La mise au point de tels réacteurs ne vise pas uniquement à fournir de l'énergie nucléaire. De grandes centrales nucléaires sont en effet déjà disponibles partout dans le monde, et même l'industrie nucléaire indienne, pour répondre aux besoins industriels et urbains, est en passe de développer des réacteurs ayant une capacité supérieure à 500 MW.

DES ENSEMBLES DE PETITS RÉACTEURS

Cependant, 80 % de la population indienne vit en zones rurales, et presque 60 % de la population active dépend de l'agriculture. L'essentiel de la consommation d'eau en Inde est destinée au secteur agricole, et la population dans son ensemble est largement tributaire des pluies de mousson annuelles, qui peuvent être extrêmement irrégulières, causant des sécheresses dévastatrices qui menacent la sécurité alimentaire du pays. Le littoral indien s'étend sur environ 5750 km de long, allant de la frontière du Bangladesh au nord-est jusqu'à Gujarat au nord-ouest. Plus

de 600 millions de personnes vivent ainsi en bordure d'océan, mais la majorité d'entre elles manque d'eau potable.

C'est cette pénurie d'énergie et d'eau, couplée à l'espoir de sortir de la pauvreté des millions de personnes d'ici une génération, qui motive en premier lieu la recherche investie dans ces réacteurs à thorium. Ces petits réacteurs, qui génèrent de l'uranium 233 pour produire de l'énergie, pourraient être installés un peu partout, dans toute région manquant d'électricité et d'eau, pour permettre un boom économique. On couvrirait ainsi les besoins locaux en électricité -- agriculture, petites et moyennes industries, utilisations domestiques et commerciales -- tout en permettant le dessalement de l'eau de mer et de l'eau saumâtre. Un atout majeur de ces réacteurs tient à leur capacité d'adaptation, car au fur et à mesure que la demande augmentera, on pourra ajouter un réacteur supplémentaire pour former un ensemble.

La liste des avantages liés à leur mise au point est loin de s'arrêter là. Une infrastructure relativement modeste suffit pour installer ces petits réacteurs et la production énergétique sera proportionnelle aux activités locales, ce qui permet d'éviter les 12 à 15 % de pertes habituelles sur les lignes de transmission

des grands réseaux. Du même coup, on évite l'instabilité qui se produit lorsque l'on déverse une forte quantité d'énergie dans ce réseau ou qu'on l'en retire. En outre, vu leur petite taille, la construction et le fonctionnement de ces réacteurs ne perturbent pas la vie locale, comme tendent à le faire certaines grandes centrales nécessitant d'importants équipements. La population rurale pourra ainsi maintenir son style de vie et ses traditions et protéger son environnement, tout en jouissant d'une qualité de vie dont la pénurie d'énergie et d'eau les prive actuellement.

UNE SÛRETÉ SCÉLÉE

Ces réacteurs, encore au stade de concept, présentent surtout les avantages suivants. Scellés à vie, il sera donc impossible de retirer des matériaux fissiles du noyau du réacteur, renfermé au sein d'une enceinte inaltérable. Le système dans son ensemble sera protégé par un réseau d'alarmes de sécurité. L'énergie est donc produite sans nécessité d'approvisionnement, ni même d'entretien. On élimine ainsi la menace de prolifération que les groupuscules anti-nucléaires reprochent aux réacteurs conventionnels : en effet, le combustible

de ces derniers doit être remplacé périodiquement et cette opération peut fournir l'occasion de détourner le matériau fissile pour des programmes d'armement.

L'objectif fondamental de la recherche en cours est de développer un réacteur ayant une durée de vie d'environ trente ans et, arrivé à ce terme, le réacteur pourra être enterré dans les mêmes conditions, scellé. Pour pouvoir générer de l'électricité sans intervention extérieure, il devra être de type surgénérateur. Le thorium 232, un matériau non-fissile, servira à produire de l'uranium 233, le combustible désiré. Pour cela, des atomes de thorium 232 sont exposés aux neutrons et se transforment en thorium 233 après avoir absorbé un neutron. Le thorium 233 a une demi-vie d'environ 22 minutes, puis se désintègre en protactinium 233, qui est radioactif pendant environ 27 jours, avant de se désintégrer en uranium 233.

A ce stade, on ne sait pas encore avec certitude quelle sera la configuration d'ensemble de ces réacteurs. Ils pourraient avoir environ 3 à 5 mètres de circonférence et 13 à 15 mètres de haut, pour un poids assez faible, peut-être seulement 200 tonnes. Ils n'auront pas de périodes de repos, n'ayant pas besoin d'être réapprovisionnés.

Au laboratoire national Lawrence Livermore, en Californie, un projet similaire est à l'étude, utilisant l'uranium 238 comme combustible. Baptisé SSTAR (réacteur petit, scellé, transportable et autonome), lui aussi produira de l'énergie sans avoir besoin d'approvisionnement ni de maintenance. Pour allonger sa durée de vie, le noyau cylindrique du réacteur sera conçu de façon à ne permettre la fission que là où il est entouré d'un cylindre métallique qui renvoie les neutrons dans le combustible. Ce miroir métallique commencera à l'une des extrémités du noyau et, au cours de la vie du réacteur, se déplacera lentement jusqu'à l'extrémité opposée, consommant le combustible au fur et à mesure.

Le grand défi de la mise au point des réacteurs à thorium consiste à assurer la surgénération de l'uranium fissile 233 de manière continue pour environ trois décennies. Un défi supplémentaire sera, bien sûr, de compartimenter le combustible afin que l'uranium 233 soit toujours disponible. Les gains seront immenses pour l'économie et pour l'environnement. Savez-vous que 500 grammes d'uranium 233 entièrement consommé par le processus de fission fourniront la même quantité d'énergie que la combustion de 1350 tonnes de charbon ? ●

Immobilier : risque systémique

L'une des plus grandes mystifications actuelle consiste à laisser croire que l'activité principale du secteur immobilier est de fournir des logements aux gens. En réalité, la construction d'un logement est devenue le sous-produit d'une combine d'endettement digne de la vieille Venise : construction et vente d'un logement permettent avant tout de créer une hypothèque surévaluée. C'est le crédit hypothécaire, non pas le logement, qui en est le produit principal !

La flambée des prix des logements, anciens et nouveaux, est l'une des principales manières de maintenir à flot la bulle financière. La hausse des valeurs entraîne celle des avoirs, ce qui fait entrer plus d'argent dans les caisses du casino. Mais cette hausse se traduit aussi par plus de dettes et, partant, plus d'intérêts à verser aux prêteurs. Et comme le savait tout bon Vénitien, plus les gens te doivent, mieux tu peux les contrôler. Apparemment, c'est un jeu « gagnant-gagnant », jusqu'au moment où les dupes sont censés rembourser le prêt... et ne le peuvent pas.

Dans la plupart des pays européens et américains, des systèmes de caisses d'épargne ont été créés pour aider les familles à obtenir un logement à un prix abordable ;

avec les dépôts des clients populaires, les caisses locales pouvaient accorder des hypothèques à long terme. Or depuis le milieu des années 1980, on a progressivement remplacé cette logique bancaire par une autre, basée uniquement sur le gain financier. Ainsi, les prix sont devenus inabornables et les familles se surendettent pour obtenir un crédit hypothécaire.

Aux Etats-Unis, où la crise immobilière a commencé plus tôt et est plus avancée qu'en Europe, le créancier d'origine revend presque aussitôt ses hypothèques à des géants comme Fannie Mae, qui les regroupent en « pools ». Le revenu provenant de ces pools sert alors de base pour l'émission de titres financiers adossés aux hypothèques, qui seront vendus partout dans le monde. Les acheteurs n'acquièrent pas les crédits hypothécaires en tant que tels, mais une partie du revenu qu'ils génèrent. Ainsi le marché des titres à base d'hypothèques est un moyen de « partager le risque » du marché immobilier américain avec d'autres pays. Dans ce cas, le « risque » est un euphémisme pour « perte ».

Voilà le mécanisme qui fournit des liquidités au marché hypothécaire qui, à son tour, accorde les crédits pour l'achat d'une maison surévaluée. Mais ce n'est pas tout. Encore faut-il trouver des clients qui peuvent financer un tel crédit ou bien -- et c'est là où nous en sommes aujourd'hui -- trouver le moyen de structurer le crédit de façon à pouvoir l'accorder à ceux

qui ne peuvent pas le rembourser.

C'est justement pour cela que les banques ont créé le marché à risque (*subprime market* en anglais), avec différentes options hypothécaires. D'abord, on abaisse les critères de prêt pour qu'un niveau de revenu donné donne droit à une hypothèque plus importante. Ensuite, on fabrique des prêts dont les modalités de remboursement initial sont avantageuses : des taux d'intérêt faibles au départ qui seront ajustés par la suite, ou un acompte modique, ou encore l'octroi d'un prêt un peu supérieur au prix d'achat afin de donner au débiteur un peu de cash en plus, pour commencer.

Pour combler l'écart grandissant entre la flambée des prix et la baisse des revenus, il faut trouver des instruments de plus en plus « innovateurs ». Les prêteurs savent bien qu'une partie des prêts passeront par pertes et profits, mais la nécessité de maintenir la bulle est plus grande que le danger. Après tout, pourquoi faire faillite aujourd'hui si on peut la reporter à demain ?

Consolidation bancaire contre souveraineté nationale

Les discussions sur la fusion de la Barclays Bank de Lon-

Abonnez-vous ! Depuis 1974, *Nouvelle Solidarité* bimensuel sans publicité diffusé exclusivement par vente militante et sur abonnement, offre un outil d'analyse et de proposition au public francophone décidé à s'associer à un mouvement politique et philosophique international de résistance agissant sur plusieurs continents. En France, *Nouvelle Solidarité* est publié par Solidarité et Progrès, parti politique constitué sous forme d'association selon la loi de 1901, qui combat les diktats de l'oligarchie financière et vise à remettre l'économie au service de la création humaine.

PAR PRÉLÈVEMENTS MENSUELS

Abonnement de soutien : 15 €/mois - Abonnement simple : 5 €/mois (Veuillez nous contacter)

PAR RÈGLEMENT IMMÉDIAT

Parrainage : 250 € - Soutien : 100 € - 1 an : 64 € (Hors UE : 91 €) - 6 mois : 35 € (Hors UE : 48 €) (Chèque à l'ordre de Solidarité et Progrès)

NOUVELLE SOLIDARITÉ EN LIGNE

1 an tous pays : 40 € (Consultez notre site www.solidariteetprogres.org)

Solidarité et progrès, 12 rue Fernand Pelloutier
92110 Clichy-la-Garenne - tél. 01 76 69 14 50 Postmaster@solidariteetprogres.org

dres et l'ABN Amro d'Amsterdam semblent destinées à lancer une nouvelle vague de consolidations bancaires en Europe, et peut-être transatlantique. Si cette fusion aboutit, elle serait la plus grande de l'histoire -- le géant ainsi créé aurait plus de 3000 milliards de dollars d'actifs, soit un tiers de plus que le leader actuel, Citigroup, qui pèse 1900 milliards de dollars.

Dans cette ère de fusions et d'acquisitions, les rumeurs abondent sur les gagnants et les perdants comme s'il s'agissait d'une rencontre sportive, mais les motifs des consolidations sont rarement mentionnés : il s'agit avant tout de cacher une faillite et de créer des institutions financières supranationales, imperméables aux pressions politiques nationales

et aux difficultés de la clientèle populaire.

Dans le *Daily Telegraph* du 20 mars, Philip Aldrick résume bien l'impact des négociations entre l'Anglaise et la Néerlandaise. Elles « ont remis à l'ordre du jour la consolidation bancaire », écrit-il, et une telle fusion « créerait un précédent pour des liaisons transfrontalières européennes. Après, tout sera possible. » Pour Aldrick, cette consolidation n'a que trop tardé, car « la création de champions nationaux, telles BNP Paribas en France ou la Deutsche Bank en Allemagne, a mené à un degré de protectionnisme d'Etat et à une forte dose d'hubris de la part des directeurs ». Ainsi, un accord sur l'acquisition d'ABN plomberait l'argument en faveur du protectionnisme, estime-t-il. ●

Les fonds vautours et leurs fantas

A lors que de plus en plus d'entreprises allemandes se font dévorer par des fonds d'investissement privés, qui les dépouillent avant de mettre la clé sous la porte, le silence des hommes politiques est assourdissant. Comment expliquer cette capitulation ? Voyons d'abord comment, dans la plus pure tradition de l'empire britannique, des services secrets ont mis sur pied différentes opérations pour s'assurer que personne n'ose s'attaquer à ces fonds spéculatifs qui sont l'instrument de l'oligarchie financière internationale (80 % de ces fonds sont domiciliés dans des territoires britanniques).

C'est ainsi que se sont formées des alliances qui peuvent paraître à première vue incongrues : en écho à une presse financière faisant l'apologie de la mondialisation, on voit s'activer dans les universités une «gestapo de la pensée», apparemment d'extrême-gauche, dont la propagande tend vers les mêmes buts. Notre mouvement en a fait l'expérience.

Le 9 juillet 2002, à l'université Humboldt de Berlin, quatre hommes cagoulés ont attaqué un stand d'information du Mouvement des droits civiques-Solidarité (BüSo), dont les militants menaient campagne pour un nouveau système économique et financier et contre les préparatifs de guerre contre l'Irak.



Nos amis du BüSo ont publié un dossier complet sur ce thème.

Se proclamant membres de l'organisation «Antifa» (soi-disant antifascistes), les casseurs prétendaient agir en faveur des «Juifs

d'Israël».

Les Antifa ont donné naissance à une secte encore plus agressive, les Antideutschen (Anti-allemands), pour qui tous ceux qui dénoncent la mondialisation et les fonds spéculatifs sont «antisémites» et «anti-américains». Ils ont également tenté à plusieurs reprises de saboter des conférences de soutien aux Palestiniens, organisées par des groupes de gauche.

Qui protègent-ils au juste ? On trouve une réponse sur le site des «Antifa Hummel» de l'université Humboldt. Dans un article contre le BüSo et le LYM (LaRouche Youth Movement). Tournant en dérision leur dénonciation du rôle de la synarchie dans la montée en puissance du fascisme en Europe dans les années 1930, l'auteur (un certain Chaze) prétend que les financiers du mouvement nazi, comme le gouverneur de la Banque d'Angleterre Montagu Norman ou le président de la Reichsbank Hjalmar Schacht, ont été inoffensifs ou sans importance.

Autre exemple : à Leipzig, en septembre 2005, la publication (CEE) du Centre de jeunes Conne Island, affilié aux Antideutschen, s'en est prise au LYM. Défendant le gouvernement Bush et les néoconservateurs, ils écrivaient que «ceux qui prétendent que la forme de gouvernement dominante et son idéologie sont contrôlées par l'influence des

banques centrales dites indépendantes (...) ne devraient avoir aucune crédibilité lorsqu'ils parlent de fascisme». Dans son numéro de juin 2005, on peut lire que la charge du chef du SPD, Franz Müntefering, contre les hedge funds est modelée sur la propagande antisémite nazie. (L'édition allemande du *Financial Times* du 14 février dernier reprend le même type d'accusation.)

De même, le grand syndicat de la métallurgie s'est vu taxé d'antisémitisme pour avoir dénoncé les «fonds sauterelles» dans son magazine. En juillet 2006, alors que des citoyens de Freiburg manifestaient contre la vente au fonds Terra Firma des logements appartenant à la Ville, l'Antifa locale a saboté le mouvement, prétendant que la sauterelle dessinée sur le tract était de la propagande nazie !

En soi, ces groupes extrémistes n'ont pas grand poids, mais ils servent d'«idiots utiles» aux fonds spéculatifs et à l'oligarchie financière. Dans l'article qui suit, nous retraçons l'histoire des réseaux qui militent depuis des années pour la destruction de l'Allemagne souveraine, pour des raisons géopolitiques et économiques, dans l'optique d'empêcher un réel développement de l'Eurasie. Ce sont les mêmes qui s'attaquent à notre mouvement politique pour sa défense de la souveraineté nationale des Etats et du bien commun. ●

L'origine des «anti-Antideutschen»

Une secte dirigée depuis Londres s'attaque à l'Allemagne

A l'hiver 1989-90, alors que le monde entier célébrait la chute du mur de Berlin, la libération de l'Allemagne de l'Est et la désintégration prévisible de l'empire soviétique, on remarqua à travers toute l'Allemagne l'apparition d'étranges banderoles dans des manifestations de gauche, arborant des slogans du style : «Quatrième Reich – plus jamais !» et «Bombardier Harris, refais-le» (référence au général Arthur Travers Harris, de l'armée de l'Air britannique, qui fut l'architecte des bombardements contre des cibles civiles en Allemagne pendant la Deuxième Guerre mondiale, au cours de laquelle des millions de civils furent tués ou mutilés et la plupart des villes allemandes détruites, sans infliger beaucoup de dommages à la machine de guerre nazie). Ceux qui brandissaient ces pancartes faisaient partie de la mouvance violente des «autonomistes», les «Antifa» (anti-fascistes).

La haine de tout ce qui est allemand, notamment la perspective d'une Allemagne unie, qui caractérisait cette aile extrême des Antifa (rebaptisés par la suite «Antideutschen» – Anti-allemands) reflétait très bien la rhétorique et la politique du gouvernement britannique de Margaret Thatcher à la même époque et de certains propagandistes dans les médias proches de la City de Londres.

Témoin ce commentaire sur la perspective d'une future Allemagne réunifiée, signé Conor Cruise O'Brien, dans le *Times* de Londres du 31 octobre 1989 : «Nous sommes en route vers un Quatrième Reich, une entité pan-allemande qui commande l'allégeance entière des nationalistes allemands. (...) Les intellectuels nationalistes expliqueront que les Allemands devraient se sentir non pas coupables, mais fiers de l'holocauste – ce grand acte courageux et salutaire. Je crains que le Quatrième Reich, s'il voit le jour, n'ait naturellement tendance à ressembler à son prédécesseur.»

Le 12 novembre 1989 (quelques jours après la chute du mur de Berlin), sous le titre «Quatrième Reich», le *Sunday Times* de Londres consacrait son éditorial au même thème : «Le résultat [de la réunification] sera une économie allemande deux fois plus importante que toute autre. (...) Une Allemagne unie deviendra alors la locomotive de la reconstruction des nouveaux économies de marché d'Europe de l'Est, car l'Allemagne a la primauté des qualifications dont ces pays ont besoin, que

ce soit en termes de capital, de savoir-faire industriel ou de gestion. On peut prévoir que le Quatrième Reich connaîtra un grand essor, devenant par là même la superpuissance économique de l'Europe. (...) Quelle place sera alors laissée à la Grande-Bretagne ?»

En juillet 1990, ce thème fut repris directement par le gouvernement de Mme Thatcher. Le 12 juillet, le ministre du Commerce et de l'Industrie, Nicholas Ridley, accordait une interview au *Spectator*, illustrée par une caricature du chancelier Helmut Kohl avec une moustache hitlérienne, assortie de cette légende : «Dire l'indicible à propos des Allemands». Le journaliste lui demanda de commenter la déclaration du directeur de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, selon laquelle une politique monétaire européenne commune pourrait être bénéfique : «Tout cela, répondit-il, c'est du racket allemand destiné à gagner toute l'Europe. Il faut le contrecarrer. (...) Franchement, autant abandonner [sa souveraineté] à Adolf Hitler.» Le ministre de la dame de fer ajouta que la Grande-Bretagne «a toujours tenu la balance égale en Europe. Le rôle de la Grande-Bretagne a toujours été de garder l'équilibre entre les diverses puissances et jamais il n'a été aussi nécessaire de le faire, face à l'arrogance de l'Allemagne.»

Quelques jours plus tard, Thatcher elle-même défendait vigoureusement les propos de son ministre du Commerce, indiquant que la destruction de l'Allemagne était une priorité pour le gouvernement britannique comme pour l'establishment financier de la City de Londres.

Les auteurs de cette propagande avaient certainement en tête, sans le reconnaître ouvertement, la proposition mise en avant par l'économiste américain Lyndon LaRouche en octobre 1988 : à l'occasion d'une conférence de presse à Berlin-Ouest, il avait prévu la réunification prochaine de l'Allemagne, appelant ce pays à prendre l'initiative de la reconstruction économique de l'Europe centrale et de la Russie post-communistes. Cette approche trouva un écho dans les initiatives d'Alfred Herrhausen, un proche conseiller économique du chancelier Kohl et président de la Deutsche Bank. Malheureusement, celui-ci fut assassiné en décembre 1989, lors d'un attentat imputé à une cellule terroriste d'une hypothétique «troisième génération» de la Fraction armée rouge (RAF). A l'époque, LaRouche et d'autres accusèrent le

renseignement britannique d'en être responsable, à cause de la campagne vicieuse menée par Londres contre l'Allemagne et de son expertise légendaire en matière de création et de manipulation de «contre-gangs» terroristes, y compris les cellules «de gauche» qui assassinèrent plusieurs banquiers et industriels allemands, depuis Walter Rathenau (1923) jusqu'à Jürgen Ponto et Hanns-Martin Schleyer (1977).



Quand l'ancien président du SPD, Müntefering, osa comparer l'action des fonds spéculatifs à celle de nuées de sauterelles, il fut immédiatement accusé d'antisémitisme.

AU NOM DE L'UNION JACK

Les parallèles entre la rhétorique et les actions des Antideutschen et la politique de l'oligarchie anglo-hollandaise ne sont pas fortuits. Une enquête de plusieurs mois, menée par une équipe de l'*Executive Intelligence Review* et du LYM, a révélé que ce mouvement extrémiste allemand est sous contrôle idéologique et opérationnel d'un appareil centré à Londres, étroitement lié au mouvement néoconservateur transatlantique.

Quels sont les objectifs des contrôleurs de ces hooligans et du réseau international d'instituts d'études, d'intellectuels et de politiques qui soutiennent leurs opérations ? Eradiquer la tradition classique allemande, celle du philosophe Moses Mendelssohn, de Lessing, Kästner, Friedrich List, Schiller, Bach et Beethoven.

En proclamant la «culpabilité collective» des Allemands pour les crimes d'Hitler et

des nazis, cet appareil cherche aussi à couvrir le rôle de banquiers britanniques de premier plan, dont lord Robert Brand de Lazard et Montagu Norman de la Banque d'Angleterre, dans la montée au pouvoir d'Hitler. En effet, sans le soutien de ce cercle proche de la Table Ronde britannique – et de ses alliés américains à Wall Street comme Averell Harriman, Prescott Bush et les frères Dulles, du cabinet Sullivan and Cromwell, ainsi que des cercles bancaires synarchistes en France (Lazard et Banque Worms) – Hitler n'aurait jamais pu accéder au pouvoir et l'Allemagne se serait peut-être alliée aux Etats-Unis de Franklin Roosevelt afin de sortir l'Europe et les Etats-Unis des horreurs de la Grande dépression et du fléau du colonialisme anglo-hollandais.

LES ANTI-ALLEMANDS

Dans son rapport annuel de 2005, l'Office allemand pour la protection de la Constitution (BfV) décrit ainsi l'aile anti-allemande

de ces groupes autonomistes plus larges, qui rejettent d'office le droit d'existence de la nation allemande et luttent pour l'abolition de l'Etat. Ils «considèrent que les Allemands ont une tendance inhérente au nationalisme qui mène automatiquement à la destruction d'autres groupes ethniques».

Les Antideutschen sont pour la dissolution du peuple allemand et la création d'une «société multi-culturelle». Ils exigent «une solidarité absolue avec l'Etat d'Israël» et soutiennent la guerre américaine contre l'Irak, dans la mesure où ce pays pourrait représenter une menace pour l'Etat hébreu. Leurs positions, note le BfV, ont provoqué une polarisation de l'extrême-gauche allemande qui s'est traduit souvent par des violences lors de manifestations.

Si ce rapport donne un aperçu utile de l'activité sur le terrain de ce groupe anti-allemand et de son rôle dans la vie politique, il omet certains des aspects les plus importants du réseau.

sins au service de l'oligarchie

Au cours de notre enquête, une piste révélatrice est apparue en mai 2005, avec la publication par le «camp antideutsch» du mouvement syndical, d'une lettre ouverte à la direction du syndicat de la métallurgie, IG Metall, attaquant le syndicat pour avoir critiqué les *hedge funds* étrangers alors en passe de racheter l'industrie sidérurgique allemande pour la démanteler. «Peut-être est-il à nouveau populaire de faire comme si un «capital financier international» était responsable de la crise, tandis qu'un «capital productif» crée gentiment des emplois. Les nazis parlaient de «capital cupide» contre «capital créateur». Le second signifiait le travail allemand et le premier le «non travail juif». Cette distinction est par conséquent non seulement monstrueusement absurde, mais clairement antisémite.»

La lettre déplore l'infiltration de telles idées au sein du mouvement syndical, exprimées aussi par le chancelier Gerhard Schröder et le chef du SPD, Franz Müntefering. En avril 2005, ce dernier avait traité les fonds d'investissements privés étrangers de «nuées de criquets» qui rachètent des entreprises, les dépouillent et les ferment, mettant des milliers de travailleurs à la rue.

Les 26 signataires de la lettre se présentaient tous comme des responsables syndicaux allemands, à une exception : un certain Andrei Markovits, professeur de Politique comparative et d'études allemandes à l'université du Michigan.

MARKOVITS, GOLDHAGEN ET HERF

La signature d'Andrei Markovits ouvrit une nouvelle piste. Hormis sa fidélité au groupe Grateful Dead, ce professeur américain né en Roumanie est l'un des principaux idéologues du mouvement Antideutschen. Depuis le début des années 1980, il distille une propagande académique en faveur de la destruction de l'Etat allemand et de la responsabilité collective de tous les Allemands, qualifiés d'«antisémites culturels». Parmi ses proches collaborateurs, on trouve le professeur Daniel Goldhagen de Harvard et le professeur Jeffrey Herf de l'université du Maryland.

Certains écrits les plus virulents de Markovits sont parus en allemand chez Konkret Literatur de Hambourg, également éditeur du magazine *Konkret*, qui a façonné le débat de la «nouvelle gauche» depuis la génération des soixante-huitards jusqu'à aujourd'hui. En 1968, la rédactrice de *Konkret*, Ulrike Meinhof, quitta la revue et son mari Klaus Rainer Röhl, qui en était l'éditeur, pour fonder la Fraction Armée rouge, connue aussi comme la bande à Baader-Meinhof.

La thèse d'Andrei Markovits selon laquelle l'élite européenne serait à la fois anti-américaine et anti-israélienne est souvent citée par les Antideutschen. Ses écrits et conférences, de même que ceux de Jeffrey Herf, reflètent les positions encore plus radicales de Daniel Goldhagen, du Centre des études européennes de Harvard, dont la thèse doctorale est parue en 1996 chez Alfred A. Knopf, *Hitler's Willing Executioners (Les bourreaux volontaires de Hitler, les Allemands ordinaires et l'Holocauste)* - traduction en français aux Editions Seuil). Sans la moindre référence historique, Goldhagen prétend que les Allemands sont des antisémites impénitents depuis le Moyen Age et que la période nazie ne fut qu'une forme «plus élaborée et accentuée» du même modèle accepté. En gros, dit-il, la révolution nazie fut «consensuelle».

Inutile de dire que la parution de ce livre provoqua une vague de protestations, y compris de la part de chercheurs travaillant sur la Shoah, en raison de son mépris des faits historiques les plus élémentaires. Quelques semaines après sa parution, le Holocaust Museum de Washington organisa un débat entre l'auteur et sept historiens ayant tout écrit des ouvrages sur la Shoah. Pour l'Australien Konrad Kweit, ce livre est «sans la moindre valeur». Tout en dénonçant le «racisme germanophobe» de Goldhagen, Yehuda Baer, de l'Université hébraïque de Jérusalem, a surtout fustigé l'université de Harvard pour avoir approuvé la dissertation : «On ne permet pas une étude de ce type (...) qui ne tient aucun compte de l'histoire allemande et ignore l'opposition à Hitler».

Des expressions d'indignation se sont élevées de partout. Le grand violoniste juif, Yehudi Menuhin, qualifia le livre d'«infamie» dont l'auteur «devrait avoir honte». L'historienne

Hella Pick, biographe de Simon Wiesenthal, dénonça elle aussi ce livre «souvent pernicieux», rempli d'«aberrations grossières» et avec une superfétation de «psycho-bavardage embarrassant».

Resté insensible à ces attaques, Goldhagen poursuivit sa croisade contre l'Allemagne, de concert avec Markovits et Herf, contribuant à l'expansion des réseaux anti-allemands qui avaient déjà repris le thème de l'antisémitisme incurable de l'Allemagne. En 1990, le magazine de l'Alliance communiste de Hambourg, *Arbeiterkampf*, publiait un article de Jürgen Elsasser intitulé «Pourquoi la gauche doit être

«Le rôle de la Grande-Bretagne a toujours été de garder l'équilibre entre les diverses puissances et jamais cela n'a été aussi nécessaire, face à l'arrogance de l'Allemagne.» Margaret Thatcher (1990)

anti-allemande». Après avoir rejoint *Konkret* alors que ce magazine endossait complètement la cause Antideutsch, Elsasser fit volte-face il y a quelques années, avec un livre (*L'attaque des criquets : la destruction des nations et la guerre globale*) où il réfute l'argument des Antideutschen selon lequel toute attaque contre un *hedge fund* ou un spéculateur s'apparenterait à de l'antisémitisme.

Venons-en maintenant à une conférence extraordinaire qui s'est tenue à Potsdam les 8 et 9 mai 1999, organisée par la Fondation Heinrich Böll, une association du Parti Vert et de Bündnis 90, à laquelle participaient nombre d'idéologues des Antideutschen, dont Goldhagen, Markovits et Ralf Fücks, le directeur de la Fondation. En marge de la discussion sur l'antisémitisme inné des Allemands, le débat portait sur la guerre au Kosovo et la possibilité d'en tirer un nouveau précédent international. Dans son discours, Goldhagen affirma que toute nation qui agit en oppresseur renonce à son droit à la souveraineté et à l'auto-détermination, plaçant pour une «solution allemande» pour les Balkans : «Pour stopper le génocide, dit-il, l'OTAN doit vaincre,

l'Allemagne mais aussi la nation américaine, à imposer la mondialisation tout en déployant des armées de mercenaires pour s'emparer des ressources physiques de la planète. La version moderne de ce vieux modèle de la Table ronde britannique et de la Compagnie britannique des Indes orientales s'appelle «interventionnisme éthique».

Le premier projet, lancé en mars 2005, est la Henry Jackson Society, basée à l'université de Cambridge. Du nom de l'ancien sénateur américain Henry Jackson, le parrain du mouvement néoconservateur actuel, la HJS réunit un groupe d'impérialistes libéraux éminents, issus

du Parti conservateur et du Parti travailliste, ainsi que d'autres personnalités de l'establishment britannique, dont sir Richard Dearlove, directeur du MI6 jusqu'en 2004, qui aida à concocter les renseignements utilisés par le gouvernement Bush-Cheney pour justifier le lancement de la guerre contre l'Irak.

Autre sommité de la HJS, le treizième lord Lothian, Michael Andrew Foster Jude Kerr (Michael Ancram), petit-fils de Philip Kerr, le onzième lord Lothian qui dirigeait la Table Ronde britannique et appartenait au Cliveden Set pro-Hitler. Il est l'exemple même de la faction de l'oligarchie britannique qui installa le parti nazi au pouvoir en vue d'orchestrer une guerre brutale entre l'Allemagne et l'Union soviétique.

Parmi les autres membres éminents, citons lord Powell de Bayswater, pendant longtemps secrétaire privé de Margaret Thatcher ainsi que son principal conseiller en politique étrangère et de défense, le Dr Irwin Steltzer, bras droit du magnat de presse Rupert Murdoch, le Dr Jamie Shea, ancien directeur de planification du secrétaire-général de l'OTAN, et le Dr Alan

tion éthique britannique à l'étranger au cours de la décennie à venir». La mission de tout gouvernement, qu'il soit conservateur ou travailliste, écrivait-il, est de rallier tout le monde «autour d'un consensus permanent en politique étrangère : la poursuite de la géopolitique démocratique».

Signe particulièrement révélateur de l'appel à un nouvel empire britannique, le *British Moment* a été préparé par la Social Affairs Unit, un cercle londonien émanant de l'Institut des Affaires économiques, la principale branche britannique de la Société du Mont-Pèlerin. Fondé par des disciples anglais de l'économiste autrichien ultra-libéral Friedrich von Hayek, dont Antony Fisher et Lord Harris de Highcross, cet appareil a fourni les architectes de la politique anti-industrielle de Margaret Thatcher, un assaut poursuivi à ce jour par un réseau de hedge funds et de fonds d'investissement privés, domiciliés pour la plupart dans des territoires britanniques off-shore, comme les îles Caïman.

Autre initiative venant de Londres, l'Euston Manifesto recoupe en grande partie la Henry Jackson Society. Publié début 2006, ce manifeste est l'œuvre d'un groupe de libéraux britanniques qui se réunissaient dans un pub d'Euston, au nord de Londres. Il comprenait plusieurs membres de la HJS qui rédigèrent le document appelant à une nouvelle initiative audacieuse en politique étrangère, basée sur l'intervention active pour «promouvoir la démocratie». Les quinze points du manifeste d'Euston proclament l'universalité de la démocratie libérale occidentale et affirment le droit d'intervenir militairement partout dans le monde pour éliminer des régimes non démocratiques qui ont perdu, de par leur conduite, leur droit à la souveraineté. Parmi les auteurs, mentionnons Norman Geras, Alan Johnson, Shalom Lappin, Nick Cohen et Simon Pottinger.

Peu après la diffusion de ce manifeste, un groupe de co-penseurs américains formula son soutien dans une déclaration intitulée «Le libéralisme américain et le manifeste d'Euston». Parmi ses principaux auteurs, on retrouve Jeffrey Herf et Andrei Markovits, ainsi que Russell Berman, du magazine *Telos*, et le rédacteur adjoint du *New Republic*, Richard Just. L'un des premiers signataires n'était autre que... Daniel Goldhagen.

Les «libéraux américains» soutenant le manifeste d'Euston se disaient des gens de gauche non communistes, mais le groupe comprenait des néoconservateurs bien connus ainsi que des conseillers du gouvernement Bush-Cheney, dont Eliot Cohen, Michael Ledeen et Barry Rubin - tous partisans de la «doctrine Bush» de guerre préemptive et préventive, notamment contre l'islam. D'autres signataires venaient du Democratic Leadership Council, l'aile néoconservatrice du Parti démocrate américain.

LE NOUVEL ANTISÉMITISME

Le «ciment idéologique» scellant ces réseaux disparates est la défense partagée du système financier anglo-hollandais et le droit permanent de ces intérêts de piller les économies du monde. Les nouvelles attaques contre Franz Müntefering et l'escalade de l'offensive violente des Antideutschen contre certains hommes politiques ne font que souligner ce lien.

Le 14 février 2007, le *Financial Times* en langue allemande consacrait son éditorial à «L'héritage de Müntefering». Les remarques de ce dernier, lit-on, «ont été interprétées comme de l'antisémitisme pur, parce que de nombreux fonds d'investissement sur la liste de Müntefering ont des noms juifs. (...) Les banquiers étaient enravés.» A moins de rétracter ces propos sur les «criquets», écrivait le *Financial Times*, l'Allemagne sera ostracisée économiquement par les banques internationales.

A peu près au même moment, à Hambourg, des hooligans antideutsch mettaient le feu à la voiture personnelle de Thomas Mirow, le numéro deux du ministère des Finances, qui réclame une régulation plus stricte des fonds d'investissement privés. Cet incendie criminel rappelle la vague d'assassinats d'hommes d'affaires allemands dans les années 1970.

La haine du capitalisme industriel productif et du nationalisme qui caractérise le mouvement des Antideutschen puise ses racines idéologiques dans l'Ecole de Francfort. Nous y reviendrons dans un prochain numéro. ●



Trois idéologues américains inspireurs des Antideutschen : Daniel Goldhagen, Jeffrey Herf et André Markovits.

occuper et réduire la Serbie». En somme, il s'est révélé un partisan inconditionnel de la conquête impériale anglo-américaine.

Parmi les orateurs, mentionnons également Matthias Kuntzel, ancien conseiller du Parti vert au Bundestag, devenu «spécialiste» de l'antisémitisme européen et musulman après 1989. Considéré comme l'un des premiers défenseurs de l'idée du «fascisme islamique», il a beaucoup écrit sur ce thème. En 2002, il a publié un livre qui sert de Bible aux Antideutschen, *Le Djihad et la haine des Juifs : à propos de la nouvelle guerre anti-juive*.

Mentionnons aussi l'intervention particulièrement dégoûtante d'un protégé de Markovits, Lars Rensmann, un collaborateur du Centre Moses Mendelssohn de l'université de Potsdam, qui se situe diamétralement à l'opposé de la tradition du grand philosophe. Avec la rhétorique absconse de l'Ecole de Francfort, il attaqua toute forme de nationalisme, tout en martelant la culpabilité collective des Allemands.

L'ANGLE BRITANNIQUE

Bien qu'opérant à partir des Etats-Unis, les idéologues Markovits, Herf et Goldhagen s'insèrent dans l'«appareil impérial libéral» basé à Londres, voué à détruire non seulement

Mendoza, co-président de la HJS et président de la Disrealian Union, un institut de réflexion du Parti conservateur.

Parmi les habitués de la HJS, on trouve aussi toute une brochette de néoconservateurs américains, dont William Kristol, Robert Kagan, Clifford May, Michael McFaul, Joshua Murchik, Richard Perle et James Woolsey. Ancien directeur de la CIA, ce dernier est actuellement co-président du Committee on the Present Danger, un cercle politique récemment relancé par George Shultz pour soutenir les plans de guerre permanente du gouvernement Bush-Cheney.

Ne nous y trompons pas. Le véritable objectif de la Henry Jackson Society est de faire revivre l'empire britannique, sous forme d'interventionnisme militaire et en instaurant un système de cartels mondialisés détenant la richesse industrielle et les matières premières du monde. Ceux qui en douteraient sont invités à lire son agenda stratégique présenté à grand renfort de publicité en juillet 2006 : un livre de 128 pages au titre dénué de toute ambiguïté, *The British Moment*.

Dans un communiqué de presse diffusé à cette occasion, le 23 juillet 2006, Alan Mendoza écrivait que deux cents personnalités de choix «applaudissaient des deux mains à la perspective d'un accroissement considérable de l'ampleur et de la fréquence de l'interven-



Avec la présence de deux groupes de porte-avions américains dans le Golfe et l'arrivée d'un troisième, conduit par l'USS Nimitz (ci-dessus), il est fort probable qu'un incident impliquant des bateaux américains et iraniens serve de prétexte pour lancer une frappe préventive.

Suite de la page 1

L'ANALYSE DU GÉNÉRAL IVACHOV

Le général Leonid Ivachov (cr), ancien directeur du département des Relations internationales du ministère russe de la Défense et proche du président Poutine, a publié un article sur les motifs de Dick Cheney, paru d'abord dans le journal de sa Fondation de la culture stratégique, le 30 mars, puis dans la publication online *Global Research* le 9 avril. Il croit savoir que les Etats-Unis comptent bombarder jusqu'à 1500 cibles iraniennes, dont différents sites soupçonnés servir aux installations nucléaires souterraines, qu'on ne pourrait atteindre qu'à l'aide d'armes nucléaires tactiques.

«Quelle est la véritable raison pour laquelle les Etats-Unis déclencheront ce conflit militaire ? demande-t-il. Des activités ayant des conséquences de portée mondiale ne peuvent être destinées qu'à traiter un problème mondial. Ce problème n'est en aucun cas secret – c'est la possibilité d'un krach du système financier international basé sur le dollar américain. Actuellement, la masse de la monnaie américaine dépasse la valeur totale de tous les avoirs américains d'un facteur de dix. Tout ce qui se trouve aux Etats-Unis – industries, immeubles, technologies de pointe, etc. – a été hypothéqué plus de dix fois partout dans le monde. Une dette d'une telle ampleur ne pourra jamais être remboursée, elle ne peut qu'être remise.»

Il conclut : «La solution est déjà prévue. Les Etats-Unis n'ont rien d'autre à offrir au monde pour sauver un dollar en déclin que des opérations militaires comme celles en Yougoslavie, en Afghanistan et en Irak. Et même ces conflits locaux ne donnent que des effets à court terme. On a besoin de quelque chose de bien plus important, et ce besoin est urgent.» Le général Ivachov esquisse ensuite un scénario cauchemardesque de conflit entre les Etats-Unis et l'Iran, menant à une guerre de religions asymétrique qui serait encore plus désastreuse que la Deuxième Guerre mondiale.

Ailleurs dans le monde, on tire aussi la sonnette d'alarme. En Grande-Bretagne, le général Michael Rose (cr), ancien chef du SAS et ancien commandant des forces de l'ONU en Bosnie, a accordé une interview au *Daily Mail* dans laquelle il fustige Tony Blair pour le fiasco en Irak et pour avoir terriblement affaibli la tradition militaire britannique, citant la capture de quinze marins par les Iraniens dans les eaux disputées du golfe Persique. «Si Blair avait été le directeur d'Enron, il aurait été condamné à 40 ans de prison.»

Selon le général Rose, «l'Irak a

miné l'éthique militaire. Vous faites confiance aux troupes qu'elles feront leur possible, mais elles, elles vous font confiance de ne pas les mettre dans des situations inutiles et gaspilleuses.»

UN «TSAR DE LA GUERRE» POUR BUSH

A Washington, nombre de généraux en retraite ont fait parler d'eux en refusant le poste de «tsar de la guerre» que leur offrait la

... Cheney complotte de nouvelles guerres

Maison Blanche. Celui-ci serait encore au-dessus du président de l'état-major conjoint qui est, de par la loi, le principal conseiller militaire du Président. Ce nouveau poste a été défendu par l'ancien président de la Chambre, Newt Gingrich, dans un mémorandum envoyé récemment aux principaux conseillers de Bush.

Selon le *Washington Post* du 11 avril, trois généraux quatre étoiles ont rejeté l'offre. L'un d'eux, le général John J. Sheehan, ancien commandant de l'OTAN, a confirmé au quotidien de Washington qu'il en avait discuté avec le directeur du Conseil national de sécurité Stephen Hadley, mais avait finalement rejeté le poste fin mars dans un mémorandum à la Maison Blanche. «La question tout à fait fondamentale, c'est qu'ils ne savent pas ce qu'ils font. (...) Alors, au lieu d'y aller, d'attraper un ulcère et de finir par abandonner, j'ai dit «non, merci». »

Sheehan précisa qu'il avait passé quelques coups de téléphone et découvert que l'appareil de Cheney avait encore le dessus à la Maison Blanche, ce qui a fortement influencé sa décision. «Il

y a ce qui reste du point de vue de Cheney : «nous allons gagner, al-Qaida est là», qui justifie tout ce que nous avons fait. Puis il y a le point de vue pragmatique : comment diable allons-nous nous en tirer et survivre ? Malheureusement, ceux qui appartiennent au premier groupe occupent les positions les plus influentes.»

Selon des sources proches de l'administration Bush, certains responsables de la Maison Blanche, dont le chef de cabinet Josh Bolten, voient dans la nomination d'un «tsar de la guerre» le moyen de placer tout près du Président un professionnel militaire expérimenté, pour faire contrepoids à la faction de Dick Cheney. Ce plan est cependant jugé inacceptable par les chefs d'état-major, qui ont fait filtrer l'information à la presse.

La réalité que très peu de gens à Washington veulent regarder en face, c'est que tant que le vice-Président actuel restera à son poste, la probabilité d'une guerre avec l'Iran, entraînant un cauchemar asymétrique mondial, reste forte.

Certaines sources dans le renseignement américain craignent que

les différentes provocations américaines, allant de l'arrestation de responsables iraniens à Irbil à des opérations clandestines sur le terrain en Iran même, n'aient convaincu les «durs» à Téhéran que la guerre est inévitable. Certains d'entre eux seraient confiants que l'Iran pourrait survivre à la guerre aérienne, que les réformateurs en faveur du dialogue avec l'Ouest seraient écrasés et que le statut de puissance régionale de l'Iran en sortirait renforcé.

Tout cela crée une situation ultra-volatile. Les efforts pour neutraliser la faction de Cheney dans le gouvernement ont, jusque-là, échoué. Un incident dans le golfe Persique, impliquant cette fois-ci un vaisseau de la Navy américaine, pourrait facilement se transformer en affrontement armé, fournissant à Cheney le prétexte qu'il cherche pour pouvoir faire la guerre sans demander l'avis du Congrès américain ou des Nations unies.

D'où l'urgence d'évacuer au plus tôt Dick Cheney de tout poste de pouvoir.

J.S.,
avec la contribution de
Muriel Mirak-Weissbach

Syrie

La Knesset entend un message de paix provenant de Damas

En marge de la question iranienne, le parti de la guerre à Washington s'oppose vigoureusement à toute négociation bilatérale entre Israël et la Syrie. Certaines ouvertures ont cependant été faites.

ASIE DU SUD-OUEST

Jeffrey Steinberg
Washington

Le gouvernement israélien lui-même doit faire face aux pressions intenses exercées par le clan autour du vice-Président américain Dick Cheney (notamment par Elliot Abrams, du Conseil national de sécurité chargé du Moyen-Orient) pour qu'il rejette les offres syriennes d'accord de paix bilatéral. Le clan Cheney exige, au minimum, l'isolement total du régime de Bachar el Assad.

Cette position a été clairement exprimée dans un commentaire paru dans le *Washington Post* du 12 avril, signé Liz Cheney, la fille du vice-Président et ancienne adjointe au secrétaire d'Etat pour les affaires proche-orientales en 2005 et 2006. Accusant le gouvernement syrien d'être responsable de divers assassinats politiques au Liban depuis deux ans, elle réclame non seulement l'isolement diplomatique de Damas, mais aussi des sanctions internationales, un soutien à l'opposition et la coopération de l'UE dans une stratégie américaine revenant à provoquer un changement de régime.

«Parler avec les Syriens les enhardit et les récompense aux dépens de l'Amérique et de nos alliés au Moyen-Orient», écrit-elle. (...) C'est un régime hors-la-loi qui devrait être isolé. Liz Cheney a également dénoncé les délégations d'élus américains qui se sont rendues à Damas et appelé le département d'Etat à cesser tout contact diplomatique avec la Syrie.

PETIT HISTORIQUE

Le jour même où paraissait cette tirade de Cheney-fille, un événement singulier se déroulait en Israël : pour la première fois de l'histoire, un Syrien s'adressa au parlement israélien en y apportant un message de paix en provenance de

Damas. Ibrahim Suleiman, un Syrien de naissance naturalisé américain, avait participé à des entretiens officieux avec le Dr Alon Liel, ancien haut fonctionnaire du ministère israélien des Affaires étrangères.

«La Syrie est prête à parler de paix», déclara-t-il lors d'une conférence de presse, à l'issue de son discours devant la commission des Affaires étrangères de la Knesset. *Je mets au défi le gouvernement israélien de répondre à l'appel de paix du président Bachar et de s'asseoir ensemble [autour de la même table]. Je pense que cela peut arriver dans les six [prochains] mois.*

Ibrahim Suleiman et son interlocuteur israélien Alon Liel ont tous deux informé la Commission de la Knesset des entretiens secrets qu'ils avaient tenus entre 2004 et 2006. Le premier, qui jouirait de bonnes relations avec la famille Assad, a présenté différentes possibilités pour un accord prévoyant la restitution à la Syrie du plateau du Golan en échange d'un accord de paix complet, de la normalisation des relations et d'une coopération économique. Il aurait également précisé que le président Assad avait nommé un comité chargé de conduire des pourparlers avec Israël, dirigé par un général de l'Armée syrienne. En outre, il a transmis des messages venant du ministre syrien des Affaires étrangères Walid Moallem.

«Je crois, dit Suleiman, que seules des négociations secrètes entre Israël et la Syrie, loin des yeux des médias, mèneront à la paix». Remerciant la Commission pour son invitation, il s'est dit «très content d'être venu. J'espère que les deux côtés commenceront à se rencontrer et que nous, en tant que canal privé, pourrions disparaître. Ma présence ici rend tout cela possible.» L'initiative de ce briefing à la Knesset revient à Yahava Gal On, députée du parti Meretz. «Dans le cadre d'un accord de paix, dit-elle, la Syrie accepterait de cesser de soutenir le terrorisme contre nous et de couper ses liens avec le Hezbollah, tout en exigeant de nous le retour à nos frontières de 1967 sur le plateau du Golan.» Pour elle, cette réunion «représente un pas immense, surtout parce qu'elle remet l'option syrienne dans le discours public. (...) Il est important qu'Israël entame des entretiens formels avec la Syrie.»

Le président de la Commission, Tzahi Hanegbi, du parti de droite Kadima, ne croit pas le moment venu d'engager des pourparlers. Toutefois, il juge «important que la Commission ne passe pas sous silence d'autres points de vue, surtout lorsque l'homme qui les esquisse prétend avoir un

accès direct à la direction syrienne.»

Yisrael Katz, membre du Likoud et ami de Benjamin Netanyahu, est le seul député à avoir déclaré au Syro-Américain qu'Israël ne se retirerait jamais du plateau du Golan.

Pendant son séjour, Suleiman a également passé une soirée avec un groupe d'Israéliens favorables à la paix avec la Syrie et s'est entretenu avec des représentants de la Fondation de coopération économique, un institut profondément impliqué dans le processus de paix informel, dirigé par Yossi Beilin, le président du Parti Meretz-Yahad. Par ailleurs, Suleiman a visité le Mémorial Yad Vashem de l'Holocauste.

Cependant, ni le ministère des Affaires étrangères ni le bureau du Premier ministre ne l'ont reçu, de peur de donner l'impression de négocier. Sa visite avait été précédée par celle de la présidente de la Chambre des représentants américaine, Nancy Pelosi, qui a profité de sa présence en Israël et en Syrie pour promouvoir la paix entre les deux pays – s'attirant les foudres du vice-Président Dick Cheney. Mme Pelosi a écarté ses attaques d'un revers de la main, mais apparemment, le Premier ministre Ehoud Olmert a préféré éviter ce genre de reproche.

Tout en soulignant l'importance de la visite de Suleiman en Israël, une source dans le renseignement israélien estime que tant qu'Olmert refusera de dire non au gouvernement Bush, les chances d'un accord de paix resteront faibles.

Autre indice de la volonté du président Assad de débloquer la situation diplomatique bilatérale, il a reçu le 16 mars dernier Norton Mervzinsky, un activiste juif américain de la paix, professeur d'histoire à l'université du Connecticut et co-auteur, avec feu Israel Shahak, d'un important livre sur le fondamentalisme juif. La discussion de deux heures, résumée dans un commentaire paru dans le *Hartford Courant* du 5 avril, avait été organisée par l'ambassadeur syrien à Washington, Imad Moustapha, dans le cadre d'une visite d'une semaine en Syrie, assortie de présentations publiques et de rencontres avec des dirigeants du gouvernement et de la société civile. Dans son commentaire et par la suite, le Dr Mervzinsky a sévèrement critiqué le refus de la Maison Blanche de dialoguer avec Damas.

Peu après sa visite, le président Assad a reçu la délégation bipartisane conduite par Nancy Pelosi, dont faisait partie le député démocrate Tom Lantos, président de la commission des Affaires étrangères de la Chambre, un allié de George Soros et du lobby israélien.

Amérique du Sud

« Deux systèmes s'affrontent »

La tradition de Franklin Roosevelt trouve un écho favorable en Amérique du Sud, au grand dam des intérêts financiers internationaux, qui tentent d'étouffer le débat.

ÉCONOMIE

Gretchen Small
Washington

Les médias de langue anglaise ont passé sous silence le discours remarquable prononcé le 21 mars par l'épouse du Président argentin, devant 300 personnes réunies à la faculté latino-américaine des Sciences sociales de Quito, en Equateur. La sénatrice Cristina Fernandez Kirchner a décrit comment le gouvernement de son mari avait relancé une économie qui avait imploré en 2001, en rompant avec le Fonds monétaire international et en adoptant une politique inspirée du New Deal de Roosevelt. Aujourd'hui, l'Argentine peut se targuer du taux de croissance économique réelle le plus élevé du continent.

En rejetant «l'économie de jeu financier» qui l'avait poussée à la ruine, l'Argentine s'est efforcée de rebâtir l'industrie et le commerce nationaux en redonnant à l'Etat son rôle légitime de régulateur. A cette occasion et lors d'autres présentations pendant son séjour de trois jours, Mme Kirchner a souligné que le président américain Roosevelt avait bien montré que les travaux publics et les projets d'infrastructure parrainés par l'Etat augmentent la productivité nationale, posant ainsi les bases pour le développement du secteur privé.

Après avoir rencontré Mme Fernandez, le président équatorien Rafael Correa a précisé que son gouvernement était d'accord avec celui de Nestor Kirchner sur de nombreuses questions économiques. Le 2 avril, en annonçant son programme économique pour l'année 2007, il précisa que l'Etat doit redevenir le «planificateur, régulateur et promoteur de l'économie», en vue de favoriser l'économie productive et de créer des emplois. Le plus grave problème auquel l'Equateur doit faire face est le chômage, dit-il. Pour parvenir à une «économie orientée vers le bien-être de tous les habitants», l'objectif prioritaire sera de relancer «l'économie réelle, basée sur la croissance productive et la création d'emplois», tout en renforçant la coopération économique avec les pays voisins.

La collaboration entre Kirchner et Correa, fondée sur des mesures politiques rooseveltiennes ayant fait leurs preuves, ouvre une nouvelle perspective pour une Amérique du Sud ravagée par trois décennies de libéralisme sauvage, mais divisée sur les remèdes à y apporter. Si les Etats-Unis, de concert avec la Russie, la Chine et l'Inde, s'accordent pour instaurer un système mondial de coopération permettant le développement mutuel de tous les Etats-nations souverains, comme le propose Lyndon LaRouche, ils trouveront un écho favorable en Amérique du Sud.

UNE RECETTE QUI MARCHE

La sénatrice Fernandez était accompagnée par les ministres

argentins de l'Economie, du Plan et des Affaires étrangères, qui ont rencontré leurs homologues équatoriens. Un «nouveau vent se lève» dans la région, a-t-elle déclaré à la faculté de Quito, et nous discutons activement «entre nous» d'idées qui pourraient fonctionner.

Son discours était axé sur les «deux systèmes d'idées» qui s'affrontent dans la région. Depuis trente ans, dit-elle, les Argentins, comme leurs voisins, sont victimes d'«expériences de constructions intellectuelles qui n'ont vraiment rien à voir avec les intérêts du pays ni de son peuple». Le néolibéralisme et la politique du FMI ont remis en question la viabilité même du gouvernement dans la région. «Nous exigeons maintenant que l'Etat prenne l'initiative politique. Nous mettons en œuvre un «système d'idées» (...) totalement opposé à celui enseigné pendant les années 90», qui menaçait des foudres de Jupiter tout pays qui n'imposerait pas une restructuration permanente et une austérité draconienne -- sans parler de violer les diktats du FMI sur la gestion de la dette! Or le gouvernement de Nestor Kirchner a renégocié sa dette et adopté le modèle de Franklin Roosevelt, pour son plus grand bien.

Lorsque Nestor Kirchner était gouverneur de la province de Santa Cruz, rappela son épouse, il s'inspira de la politique du New Deal, et il continue à le faire aujourd'hui. Il a insisté sur l'importance des «travaux publics et des équipements» pour la croissance économique: «Nous l'avons copié sur le New Deal». Nous connaissons «l'effet multiplicateur qu'a le développement infrastructurel, tant sur le plan économique que social. En termes économiques, il a donné naissance à des industries (...), il a fourni l'infrastructure de base nécessaire à l'activité économique, pour que les entrepreneurs puissent mieux exercer leur activité grâce à des voies ferrées, des systèmes de communication, des aéroports.» Pour ce qui est de la société, nous avons «des hôpitaux, des écoles, de l'eau potable, des logements. C'est un cycle vertueux qui redonne au pays la confiance en soi.»

Passant en revue les trois dernières décennies, elle décrit comment l'Argentine s'est remise de la dévastation causée par la junte militaire au pouvoir de 1976 à 1983 et par la politique économique néolibérale, toujours appliquée même après le retour de la démocratie (voir aussi *Nouvelle Solidarité*, No. 7/2007). Pour Mme Kirchner, cette reprise peut servir d'exemple à d'autres nations, sans empiéter sur leur souveraineté. L'expérience argentine montre qu'il est possible de gouverner en défendant l'intérêt général, les intérêts nationaux et de résister au FMI, même s'il prétend que toute répudiation de ses diktats conduira au désastre. «En ce moment de l'histoire latino-américaine, dit-elle, l'intégration est un devoir.»

Rafael Correa, qui a accédé à la présidence en janvier, partage ces idées ainsi que la pugnacité intellectuelle de l'équipe Kirchner. Dans la préface à *L'agenda caché des accords de libre-échange*, un livre publié en 2006 qu'il co-rédigea avec l'actuel ministre de l'Energie Alberto Acosta, Correa dénonçait le «sophisme du libre-échange», rejetant la perspective que l'Equateur reste éternellement un pays spécialisé dans la production de hors d'œuvres (crevettes) et de desserts (bananes). Rappelant

l'opposition historique entre «système américain» protectionniste et «système britannique» de libre-échange, Correa observa que le premier avait permis aux Etats-Unis de se développer et que les Américains avaient compris que le libre-échange «fait partie du système impérialiste britannique».

Il a également rejeté l'argument selon lequel la mondialisation serait inévitable. «En économie, peu de choses sont irréversibles», écrivit-il. Les ouvriers étasuniens sont tout autant victimes du libre-échange que les pauvres et les sans qualifications dans le reste du monde. «De l'humble avis de l'auteur, la mondialisation néolibérale perdurera aussi longtemps que dureront ses bienfaits pour les Etats-Unis.»

LA BATAILLE DES DEUX BANQUES

Avec, en toile de fond, la désintégration du système financier mondial, la réunion annuelle de la Banque de développement interaméricaine, qui s'est déroulée du 16 au 20 mars au Guatemala, a été alimentée par la polémique, les financiers rejetant l'idée que la survie appellerait un retour à la régulation publique des intérêts privés.

L'Institute of International Finance, qui regroupe 375 des plus grandes banques du monde, a publié un nouveau rapport accusant l'Argentine, le Venezuela, la Bolivie et l'Equateur de «populisme», c'est-

L'Etat doit redevenir le «planificateur, régulateur et promoteur de l'économie», en vue de favoriser l'économie productive et de créer des emplois.

à-dire de vouloir «accroître le rôle de l'Etat dans l'économie (...) aux dépens de politiques orientées vers le marché». Tout en admettant le risque d'une «récession» américaine et une probable fuite de capitaux hors d'Amérique ibérique, les banquiers exigent des gouvernements concernés, encore plus de «réformes» pour réduire les retraites, les protections syndicales et la réglementation.

Is se heurtaient néanmoins à un problème de taille: ils n'arrivaient pas à faire oublier le succès argentin. Dans son discours du 19 mars, la ministre argentine des Finances, Felisa Micheli, a ridiculisé ceux qui, comme le FMI, prétendent que la croissance économique dans son pays ne serait qu'un rebond temporaire. Notre politique a permis une croissance soutenue, dit-elle, évoquant les créations d'emplois, les hausses de salaires et l'augmentation de l'activité industrielle, ainsi que le recul de la pauvreté.

Les ministres des Finances argentin, équatorien et vénézuélien ont discuté du projet de nouvelle Banque du Sud, qui permettrait de financer des projets de développement en Ibéro-Amérique sur la base de critères physiques et non financiers. Au cours de cette réunion, le Paraguay a indiqué sa volonté de rejoindre le projet.

Pour les financiers, c'est hors de question. Le secrétaire étasunien au



Cristina Fernandez Kirchner avec le président Rafael Correa.

Trésor Henry Paulson, le ministre mexicain des Finances, Augustin Carstens, et leur homologue colombien Oscar Zuluaga se sont officiellement opposés à la création de cette nouvelle banque, prétendant que la Banque interaméricaine de développement (BID) est «tout ce dont la région a besoin». Le président de celle-ci, Luis Alberto Moreno, a promu une «nouvelle initiative» qui n'est que du néolibéralisme réchauffé, prévoyant par exemple de:

- considérer l'argent que les millions de travailleurs immigrés envoient à leur famille restée au pays comme une nouvelle forme d'aide étrangère dont les gouvernements concernés devraient pouvoir se servir. Selon le rapport, ces envois de fonds ont atteint un nouveau record en 2006, se situant à 62 milliards de dollars.

- promouvoir la privatisation des infrastructures et entreprises sous forme de «projets de partenariat public-privé» (PPP), présentés comme des mesures de lutte contre la pauvreté.

- restaurer une économie de plantation dans la région, sous prétexte de produire des biocarburants. Selon Moreno, qui appartient à la Commission interaméricaine de l'éthanol (dont le président est Jeb Bush, le frère du Président américain), il faudrait des investissements de 200 milliards de dollars au cours des quatorze ans à venir pour en assurer la production en masse. La BID soutiendra des projets d'infrastructure et de recherche-et-développement à condition qu'ils soient destinés à cette arnaque.

En dehors de cette folie des biocarburants, qui touche presque tout le monde, les politiques de la BID sont de plus en plus discréditées par des dirigeants en quête d'alternatives. Le ministre équatorien des Finances, Ricardo Patino, l'a affirmé dans son discours: il est essentiel d'organiser un nouveau système financier et un nouveau code financier international «qui mettent l'argent au service de la vie, et non le contraire». Pour lui, le système financier international «doit être un allié de l'Etat-nation» pour l'aider à assurer le développement humain. L'Etat a la responsabilité de «promouvoir l'investissement productif national plutôt que l'investissement spéculatif international». Il a dit ce que tout le monde pense tout bas sans oser le dire: le système actuel «détruit la vie sur cette planète, sous notre nez».

ET LE BRÉSIL ?

Le 23 mars, le *Financial Times* admettait que si le Brésil rejoignait la nouvelle Banque du Sud, celle-ci deviendrait «la plus grande menace pour la Banque interaméricaine de développement depuis les cessations de paiements sur la dette des années 1980. (...) Avec l'argent du Venezuela et la volonté politique de l'Argentine et du Brésil, cette banque pourrait avoir beaucoup d'argent et une approche politique différente. Personne ne le dira publiquement, mais nous

n'aimons pas cela.»

Créée en 1957 en vue de financer le développement régional, la BID est devenue une branche du Fonds monétaire international, imposant les mêmes conditions. Par contre, la Banque du Sud, même sans participation brésilienne, devrait disposer d'une base de capital de sept milliards de dollars, soit presque autant que la BID et la Corporation de développement andéenne (CAF), avec respectivement quatre milliards et 3,7 milliards de dollars.

Le problème, c'est que le pragmatisme notoire de la classe politique brésilienne a gagné le gouvernement de Lula da Silva, qui tente poliment de couler la nouvelle banque régionale. Cette décision aurait-elle été influencée par le sommet du 31 mars à Washington, où Lula et George Bush ont fait l'éloge des biocarburants?

Le Président équatorien s'est rendu à Brasilia le 4 avril pour tenter de convaincre son homologue de changer de position. «L'Amérique latine a près de 200 milliards de dollars de réserves investies à l'étranger, notamment dans le Premier monde. Autrement dit, une région pauvre comme l'Amérique latine finance le Premier monde, ce qui est absurde», a reconnu Rafael Correa. Mais selon lui, Lula pense que la Banque du Sud présente «une certaine confusion de concept». Son conseiller présidentiel aux Affaires internationales, Marco Aurelio Garcia, estime que l'idée était «pertinente», mais comporte des «contradictions» sur le plan technique.

Auparavant, le 31 mars, les ministres des Finances équatorien, argentin, vénézuélien et bolivien s'étaient réunis à Caracas pour tenter de lancer la Banque du Sud d'ici le milieu de 2007 en rapatriant une part importante des 200 milliards de dollars déposés à l'étranger.

Mais le sénateur brésilien Aloizio Mercadante, du même parti que Lula, a une autre priorité. Dans un discours prononcé le 4 avril, il a appelé à la création d'un Fonds environnemental mondial pour combattre les gaz à effet de serre et «défendre la vie». Il a également annoncé son intention d'inviter Al Gore à venir au Sénat brésilien – mais il n'est pas du tout certain que celui-ci dispose d'un budget suffisant pour couvrir les frais de ce manager de fonds spéculatif.

En effet, pour un discours à Santiago le 11 mai prochain, Gore demande des honoraires de 200 000 dollars! Il est vrai que l'un des sponsors de la conférence au Chili est Barrick Gold, le premier producteur d'or au monde, qui ravage allégrement l'environnement en Afrique et ailleurs. Comme d'autres géants anglo-américains des matières premières, il propage aussi une politique de racisme et de génocide, tout comme Al Gore.

Si les pays sud-américains veulent assurer le développement économique de leurs citoyens, ils n'ont d'autre choix que de rejeter les mensonges sur lesquels reposent les escroqueries écologiques actuelles. ●